Colloque sur la santé rurale

1er février 2007

Mieux connaître l'agriculture, pour mieux comprendre l'agriculteur et sa famille



Au Cœur des Familles Agricoles

1111, rue Gladu, Marieville, Québec, J3M 1A6 Tél. : (450) 460-4632

Courriel.: acfa@videotron.ca



	DE ENTYCONTROL (1 "TEVITET 2007)
8h00	Inscription
8h45	Mot de bienvenue
9h00	Allocution d'ouverture
	Monsieur Yvon Vallières Ministra I III
9h15	Monsieur Yvon Vallières, Ministre de l'Agriculture, des Pécheries et de l'Alimentation du Québec Monsieur Ghislain Poisson, agronome M.SC. MAPAQ L'agriculture et son environnement
9h45	Période de questions
9h55	Partenaires du Conseil Canadien Gestion Entreprise Agricole
10h00	Pause Café
10h30	Maria Labrecque Duchesneau, Au Cœur des Familles Agricoles Ginette Lafleur, doctorante en psychologie à l'UQAM
11h45	Période de questions
12h00	Dîner (Kiosques à visiter)
DÉFIS, ENJEUX DE L'AGRICULTURE	
13H30	Monsieur Laurent Pellerin, Président de l'Union des Producteurs Agricoles du Québec
13h45	Monsieur Claude Corbeil, Président de la Fédération des Producteurs de porcs du Québec Périodes de questions
14h05	Périodes de questions
14h15	Monsieur Marcel Groleau, Président de la Fédération des producteurs de lait du Québec
14h35	Période de questions
14h45	Pause santé
15h00	Monsieur Christian Overbeek, Président de la Fédération des Grandes Cultures du Québec
15h20	Période de questions
15h30	Madame Lise Leclair, Présidente de la Fédération des producteurs Marachers du Québec
15h50	Période de questions
16h00	Monsieur Claude Barnabé, Président de l'organisme Au Cours de Parille
	The design of th
16h10	Allocution de fermeture:
1/1.05	Monsieur Philippe Couillard, Ministre de la santé et des services sociaux du Québec
16h25	remercialitient
16h30	Fin du colloque

Au Coeur des Familles Agricoles 1111, rue Gladu, Marieville, Qc. J3M 1A6 Tél.: (450) 460-4632 Fax.: (450) 460-8854

Courriel.: acfa@videotron.ca Site Web: www.acfareseaux.qc.ca



Monsieur Claude Barnabé, Président de l'organisme Au Cœur des Familles Agricoles

Il me fait grand plaisir, au nom de tous les membres du conseil d'administration, de vous souhaiter la bienvenue au premier colloque d'Au Cœur des Familles Agricoles; «Mieux comprendre l'agriculture pour mieux comprendre l'agriculteur et sa famille».

Cet évènement se veut une occasion où le monde agricole invite celui de la santé à prendre la mesure de la situation que vivent les producteurs et productrices agricoles.

Comme vous serez à même de le constater, les problèmes vécus par les agriculteurs et les agricultrices sont nombreux et complexes, ce qui n'est pas sans effets sur leur santé physique et mentale. Cependant, pour toutes sortes de raison, les gens de la terre ne sont pas très portés à consulter les ressources médicales et ou de soutien psychologique.

Les agriculteurs et agricultrices sont des personnes pour qui leur entreprise occupe une place primordiale dans leur vie. Elle est à la fois leur milieu de vie et leur lieu de travail, leur source de fierté et la cause de leurs soucis. L'entreprise représente aussi une façon de se projeter dans l'avenir par le biais des enfants qui prennent la relève.

En participant à ce colloque, nous espérons que les intervenants de la santé pourront mieux connaître le contexte dans lequel évolue les entreprises agricoles et ainsi, se rapprocher de la clientèle que sont les agriculteurs et agricultrices.

Bon colloque.

Claude Barnabé

Colloque 2007 d'Au cœur des familles agricoles



Je tiens à féliciter l'organisme Au cœur des familles agricoles pour son dynamisme et ses heureuses initiatives. À titre d'exemple, la tenue de ce colloque ayant pour thème « Mieux connaître l'agriculture, pour comprendre l'agriculteur » favorise le rapprochement entre deux mondes apparemment éloignés, soit le milieu de l'agriculture et celui de la santé

Sait-on à quel point la réalité du monde agricole est particulière? De toute évidence, un événement comme celui-ci permettra aux différents acteurs du domaine de la santé de mieux comprendre les enjeux et les réalités qui sont le propre des agriculteurs d'aujourd'hui. Par la même occasion, ils disposeront d'éléments qui les aideront à mieux adapter leurs modes d'intervention aux besoins de cette clientèle.

Dans un environnement économique en pleine mutation, les dirigeants d'entreprise agricole vivent des situations de plus en plus stressantes. Les défis multiples et complexes que doit relever l'agriculture laissent peu de place à l'erreur. Dans ces conditions, le capital humain et la santé représentent la pierre angulaire de la réussite de tout le secteur agricole québécois.

Je vous souhaite un excellent colloque.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministre responsable de la région du Centre-du-Québec et député de Richmond,

Yvon Vallières

Agriculture, Pécheries et Allmentation Québec 🖼 🖼

Des actions pour le présent Une vision pour l'avenir



Message du ministre de la Santé et des Services sociaux

C'est une belle initiative que de réunir, le temps d'un colloque, le milieu agricole et celui de la santé. Cette rencontre, organisée par l'organisme *Au cœur des familles agricoles*, permettra de mettre en lumière certaines réalités qui vont de pair avec le mode de vie en milieu agricole.

Dans le contexte socioéconomique actuel, les exigences du travail de la terre et de l'élevage sont grandes et souvent associées à des problématiques particulières, notamment en matière de santé. Le colloque « Mieux connaître l'agriculture, pour mieux comprendre l'agriculteur...» permettra de sensibiliser les participantes et les participants du milieu de la santé et des services sociaux aux besoins des familles qui se consacrent à ces métiers millénaires qui sont au fondement même de notre collectivité.

Bon colloque à toutes et à tous!

Philippe Couillard

Québec 🚟



Ensemble pour briser le silence

L'agriculture comporte plus que sa part d'aléas. Nul, en effet, ne peut contrôler les éléments, le temps qu'il fera, la qualité des récoltes. C'est la nature qui en décide. Le travail avec du « vivant » est en fait toujours incertain. Même chose pour les marchés : leurs cycles sont totalement imprévisibles. L'incertitude est de fait inhérente à la profession et elle pèse d'autant plus lourd que les investissements nécessaires à la production sont plus élevés que jamais. Les revenus baissent, les dépensent montent. En voilà assez pour stresser quiconque.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. La pratique de l'agriculture est désormais en butte à quantité de phénomènes qui ajoutent, eux aussi, à cette pression. Les réglementations sont plus contraignantes que jamais et obligent parfois à des investissements considérables, en matière d'environnement par exemple. La concurrence internationale, quant à elle, est impitoyable et plonge des secteurs tout entiers dans des états de crise chronique, comme c'est le cas dans les céréales. Même les négociations de l'OMC font peser une menace. Sans compter qu'il faut sans cesse se battre pour recouvrer nos coûts de production.

S'ajoutent à cela des pressions sociétales de toutes sortes. Nos concitoyens multiplient leurs attentes. Il leur faut une agriculture sans inconvénients quand ils retoument à la campagne. Ils se font de plus en plus exigeants à l'égard de nos modes de production et de la provenance de nos produits. Si bien que l'agriculture est, bien souvent, prise à partie malgré elle, ce qui place les agriculteurs et agricultrices dans des situations qui n'étaient pas même imaginables il y a quelques années. Tout comme, d'ailleurs, des crises telles la vache folle, la fièvre aphteuse, la tremblante du mouton, le circovirus en production porcine...

Dans de pareilles conditions, on ne se surprend pas de la prévalence de la détresse psychologique dans notre milieu. L'Union des producteurs agricoles est grandement préoccupée par cette réalité : elle est impliquée dans ce dossier depuis plus de deux ans déjà; elle en a même fait une de ses priorités. Il s'agit pour nous de poursuivre la sensibilisation du milieu agricole (agriculteurs et professionnels gravitant autour) à l'existence de la détresse psychologique et d'intervenir auprès du réseau de la santé pour qu'il puisse adapter son aide à une réalité agricole qui lui est malheureusement méconnue, phénomène qui fait obstacle aux interventions et la capacité de bien répondre aux besoins du milieu.

Notre stratégie, en tant que Confédération, consiste à appuyer et à documenter nos fédérations en région, la problématique se vivant sur le plan régional et local. Nous misons en cela sur la structure et la dynamique du réseau de la santé et sur celui des organismes d'aide. Nous travaillons actuellement à un concept de voîte à outils » qui sera rendu disponible à nos fédérations et qui viendra s'ajouter à d'autres initiatives réalisées en concertation avec les partenaires locaux. Il s'agira, au moyen d'audiovisuel, de documentation et de canevas de discussion, etc., de permettre à nos affiliés de cheminer vers l'élaboration d'un plan d'action régional d'intervention vis-à-vis de la détresse.

Nos leaders sont par ailleurs conscients, il va sans dire, de la responsabilité qu'ils ont de livrer un message positif aux agriculteurs et de travailler activement à la recherche de solutions. En ce sens, l'action collective et la prise en mains par les producteurs et productrices de la mise en marché de leurs produits constitue une source d'espoir, tout comme l'action syndicale. Ils font partie des moyens qui peuvent, eux aussi, contribuer à briser le silence pour éviter que l'isolement inhérent à la profession devienne un mur infranchissable à cause de la détresse psychologique et, de ce fait, une situation sans issue.

Là, comme en bien des domaines, c'est tous ensemble, par l'entraide, qu'on peut faire la différence.

L'agriculture et son environnement Ghislain Poisson, agr., M. Sc.

L'agriculture est une activité économique de première importance pour le Québec, qui lui permet d'assurer sa sécurité alimentaire et de générer une balance commerciale positive pour le secteur agroalimentaire. Des dizaines de milliers d'entreprises agricoles, majoritairement de taille familiale, procurent à la société québécoise des produits agricoles de qualité. Les superficies cultivables représentent cependant une faible proportion du territoire québécois (2%) concentrées dans le sud de la province, dans les régions les plus peuplées, qui subissent ainsi une plus forte pression sur la biodiversité et l'utilisation des ressources eau, sol et air.

Les producteurs agricoles sont étroitement liés à leur environnement. Les saisons conditionnent la séquence des travaux aux champs, et les conditions météorologiques influencent l'accès de la machinerie aux champs et les rendements des cultures. À l'inverse, les producteurs agricoles façonnent leur environnement, par les cultures implantées dans leurs parcelles et les différentes pratiques culturales utilisées.

L'agriculture québécoise est en constante évolution, influencée par les prix des marchés, les nouvelles technologies, la réglementation environnementale et les aides techniques et financières disponibles. Le secteur agricole fait preuve d'adaptation, notamment en matière d'agroenvironnement. Des efforts importants ont été consacrés par le gouvernement et les producteurs agricoles depuis 15 ans pour réduire les impacts des activités agricoles sur l'environnement. Les premiers efforts ont surtout porté sur l'entreposage des fumiers, mais également sur une meilleure gestion des intrants et l'adoption de pratiques agricoles de conservation. Entre 1990 et 2003 au Québec, la production de grains s'est accrue alors que la des fumiers et lisiers.

L'agriculture québécoise se distingue par la présence d'un réseau de conseillers agricoles desservant 7 790 producteurs agricoles au sein de 83 clubs-conseils en agroenvironnement. Les objectifs de ces clubs sont d'optimiser la gestion des fertilisants, réduire l'utilisation des pesticides, conserver les sols et protéger les cours d'eau. L'expertise de 300 agronomes ou techniciens agricoles est ainsi mise à profit pour favoriser le développement durable des entreprises agricoles. En valorisant les engrais de ferme, des diminutions importantes d'azote et de phosphore provenant des engrais minéraux s'est produite entre 1998 et 2005.

Des projets visant la mise en valeur de la biodiversité en milieu agricole émergent de plus en plus à travers le Québec, notamment grâce au nouveau programme de la Fondation de la Faune du Québec qui a choisi d'appuyer 10 projets en mai 2005, conjointement avec l'UPA. Dans le cadre de ces projets, des agronomes participent au sein d'équipes multidisciplinaires avec des biologistes afin de mieux intégrer les préoccupations fauniques et environnementales dans le choix des interventions. Ce programme vise notamment à développer des modèles d'aménagement agriculture-faune durables pour les petits et moyens cours d'eau à l'échelle d'un bassin versant. Les dix projets sont répartis à l'échelle du Québec, dans des régions agricoles ayant des caractéristiques différentes quant aux types d'activités agricoles, aux types de sol et au climat.

L'évolution de l'agriculture des dix dernières années a montré que le secteur agricole peut s'adapter et relever le défi agroenvironnemental. Il faut reconnaître qu'un virage important a été amorcé, mais que celui-ci n'est pas terminé. La société doit cependant accompagner le secteur agricole, afin de réussir la conciliation des activités agricoles avec la mise en valeur de la biodiversité, l'amélioration de la qualité de l'eau, la réduction des odeurs et la réduction des gaz à effet de serre d'origine agricole.

Ginette Lafleur, doctorante en psychologie

De nombreux évènements des dernières années (crise de la vache folle, pressions environnementales et financières, remise en question des systèmes de mise en marché, manque de reconnaissance sociale, maladies du porc, incertitude mondiale, etc.) ont contribué à l'établissement d'un climat morose dans le monde agricole. En outre, plusieurs intervenants et acteurs du milieu ont perçu une augmentation de la détresse dans nos campagnes. Toutefois, très peu de statistiques permettaient d'estimer la santé psychologique de la population agricole. C'est dans cette optique que Ginette Lafleur a réalisé l'enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles du Québec. Le but premier était de vérifier l'ampleur de la détresse psychologique et de cerner quelles variables pouvaient être reliées à cette éventuelle détresse. Pour ce faire, 1338 questionnaires ont été administrés à des producteurs de lait, de porcs et de volailles. De plus, des entretiens focalisés ont été réalisés auprès de 20 producteurs de cultures commerciales. Les résultats de l'enquête indiquent qu'en effet, il y a une proportion importante d'agriculteurs avec un niveau de détresse psychologique élevée. Cette observation est alarmante puisque les taux de détresse chez les agriculteurs sont nettement supérieurs aux chiffres obtenus antérieurement dans le cadre d'enquêtes de Santé Québec ou de l'université Laval. Les producteurs ressentent une perte de contrôle importante dans diverses sphères de leur vie causant ainsi un stress important chez plus du trois quart d'entre eux. Les problèmes financiers, plus précisément l'augmentation des dépenses et la diminution des revenus, sont la principale source de stress. Aux préoccupations financières s'ajoute une panoplie de « stresseurs » qui viennent affecter la vie des agriculteurs dont les obligations environnementales, l'instabilité des marchés et la paperasse à remplir ne sont que quelques exemples. D'autres résultats inquiétants, entre autre par rapport aux idéations suicidaires, ressortent de l'enquête. En effet, la proportion d'agriculteurs présentant des pensées suicidaires est supérieure à la moyenne québécoise. Par ailleurs, on note que contrairement à la tendance dans la population en général, la prévalence d'idéations suicidaires sérieuses ne décroît pas avec l'âge dans la population agricole. Les résultats de l'enquête sont donc un signal d'alarme pour opérer des changements importants dans le milieu agricole. Il faut d'abord s'ouvrir à la problématique pour briser l'isolement dans lequel plusieurs producteurs se trouvent. Ensuite, différentes avenues s'offrent à nous : revaloriser leur rôle dans la société, leur offrir du soutien, prévenir les facteurs de risque comme les problèmes financiers ou la surcharge de travail...



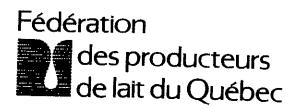
Le 1^{er} février 2007-01-03

Colloque sur la santé rurale

Je me réjouis de l'initiative prise par l'organisme Au cœur des familles agricoles d'organiser ce colloque. L'agriculture, comme tous les secteurs d'activités, a beaucoup évolué et plus rapidement ces dernières années. Malheureusement, la population en générale n'en a pas eu connaissance. Nous avons perdu contact tant avec nos voisins qu'avec les citadins.

Le monde de la santé n'est pas différent à cet égard et j'ai accepté avec plaisir l'opportunité qui m'est donné de vous faire connaître mon métier de producteur de porcs. Ce métier me passionne toujours autant mais il évolue dans un contexte de libre marché et de très forte compétition. Il faut donc que le producteur d'aujourd'hui soit toujours à l'affut des nouvelles techniques et technologies qui lui permettrons de demeurer compétitif. Il faut qu'il soit un gestionnaire hors pair. Cette obligation de performance est un facteur de stress que tous n'arrivent pas à bien gérer. Je me réjouis de l'intérêt que les intervenants de la santé porte à l'agriculture et je tenterai de vous présenter notre réalité. Je souhaite à tous un bon colloque.

Claude Corbeil Président



Le 1er février 2007

Colloque sur la santé rurale

Vivre sur une ferme laitière c'est beaucoup plus que d'être simplement producteur de lait. C'est un mode de vie qui a été légué, dans certains cas, par plusieurs générations. Les producteurs ont entre les mains l'aboutissement des efforts et du travail de tous ceux qui les ont précédés.

Une ferme laitière est une entreprise qui permet aux propriétaires de tirer un revenu mais elle est également le lieu où ils élèvent leurs enfants. Les producteurs de lait ne peuvent pas, comme d'autres, fermer la porte du bureau le vendredi et oublier leur travail et leur entreprise car ils y habitent. Ils doivent effectuer la traite quotidienne, le matin et l'après midi, et être disponibles pour une vache qui a un problème, lors d'une mise bas, par exemple.

Les producteurs de lait portent beaucoup de chapeaux et... plusieurs paires de bottes. Ils doivent agir comme gestionnaire, électricien, agronome, mécanicien, vétérinaire, etc. et en posséder les compétences. Leurs travaux s'étalent sur sept jours avec certaines périodes très intenses, durant la belle saison, où ils doivent passer de longues heures aux champs.

Malgré qu'ils appliquent les bonnes pratiques liées à leur secteur, les producteurs de lait subissent, comme beaucoup de leurs confrères agriculteurs, de plus en plus de pression de leurs concitoyens qui, quelquefois, ne tolèrent aucun inconvénient lié à la production agricole. Même le bruit des tracteurs dans les champs en indisposent certains.

Je suis heureux de voir que les gens du domaine de la santé s'intéressent au secteur agricole qui vit aussi des problèmes de santé liés au stress même si on en parle peu. La particularité de notre situation est surtout l'isolement et la disponibilité des services ainsi que la difficulté de se faire remplacer sur nos entreprises lorsque surviennent des problèmes qui nous empêchent de faire face à nos obligations.

Marcel Groleau, président

La crise sournoise du secteur des grandes cultures

Bonjour mesdames, messieurs,

Je tiens, d'emblée, à remercier l'organisme « Au cœur des familles agricoles » pour avoir pensé et préparé le colloque sur la santé en milieu rural. Il est de plus en plus nécessaire d'interpeller les intervenants de la santé au phénomène de détresse en milieu agricole et « Au cœur des familles agricoles » a créé une occasion très précieuse d'échanger sur le sujet. Je tiens aussi à remercier tous les participants de ce colloque de prendre du temps pour réfléchir à cette préoccupation fondamentale, de même que mes collègues des autres groupes de producteurs, soit Mme Leclair et MM. Pellerin, Corbeil et Groleau.

Le secteur des grandes cultures regroupe les agriculteurs qui cultivent et commercialisent les grains, c'est-à-dire l'avoine, le blé, le canola, le lin, le maïs, l'orge et le soya. Au Québec, quelque 11 000 agriculteurs et agricultrices s'adonnent à cette activité agricole sur une superficie totale de plus de 900 000 hectares et la production de grains qui en est récoltée s'élève à plus de 4 millions de tonnes. Pour donner un ordre de grandeur de ce que tous ces chiffres peuvent représenter, soulignons simplement que la superficie de terre cultivée en grain au Québec est l'équivalent de 1,5 millions de terrains de football et nous aurions besoin d'emplir à ras bord plus de trois stades olympiques pour en contenir toute la production. Sur le plan économique global, la valeur totale de la production de grains québécoise équivaut à 750 000 000 \$. Par ailleurs, la production de grains, en terme de valeur des ventes, se classe première parmi les productions végétales et quatrième de toutes les productions agricoles au Québec.

La description de notre secteur que je viens de vous exposer donne peut-être l'impression d'une industrie qui est sur son air d'aller et relativement prospère. Or, les producteurs qui s'adonnent à cette production ont des perspectives plutôt ternes face à l'avenir. Il n'est plus rare d'entendre des parents agriculteurs dire qu'ils souhaitent voir leurs enfants œuvrer dans un autre domaine que l'agriculture. On pourrait penser qu'il n'est pas si dramatique que des parents ouvrent de nouveaux horizons pour leurs enfants. Cependant, dans un domaine où l'attachement au patrimoine familiale et terrien ne trouve son pareil nulle part ailleurs, cette attitude des parents est grandement préoccupante pour l'avenir des familles agricoles.

Dans le secteur des grandes cultures, l'élément le plus dévastateur est certainement la crise des revenus agricoles vécues depuis près d'une décennie et le caractère particulièrement sournois de celle-ci. En effet, on entend rarement des manchettes faisant état de baisses tragiques du nombre de producteurs de grains ou d'une cascade de faillite des fermes spécialisées dans ce secteur. C'est que la crise des revenus, provoquée par les subventions internationales, sévit lentement mais sûrement. Imaginons-nous un instant un secteur économique où les entreprises, des familles dans ce cas, doivent évoluer dans un marché où les prix offerts se situent en moyenne à 75 % du coût de production pendant près d'une décennie. Imaginons-nous que ces familles connaissent, l'instant d'une année, un certain répit par une recrudescence des revenus pour replonger ensuite dans la léthargie d'où elles surgissent. C'est la situation vécue par les familles agricoles de notre secteur de production et ce, sans parler du stress lié aux

aléas climatiques. Les conséquences sont que ces familles, attachées qu'elles sont au patrimoine familial et terrien comme je le mentionnais précédemment, feront appel aux recours suivants. En premier lieu, les sources de revenus extérieurs à la ferme. Cette option présente une source de stress importante car elle érode progressivement le temps dévolu à la famille. L'endettement est l'autre option qui, tout aussi stressante, comporte l'aspect pernicieux de la dépendance aux créanciers. De plus en plus de cas nous sont rapportés où les producteurs ont de moins en moins d'emprise sur les décisions relative à l'avenir de leur ferme. La troisième option est celle de la vente qui comporte toutes les conséquences sociales néfastes de la rupture au patrimoine, conséquence beaucoup plus grave que l'on peut appréhender.

En 2005, la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec a pris les grands moyens pour remédier à la crise des revenus de nos producteurs. Nous intentions alors un recours en droits compensateurs et anti-dumping contre les importations de maïs des États-Unis avec nos collègues producteurs de l'Ontario et du Manitoba. Nous espérions alors contrer les effets pervers des subventions massives et déloyales octroyées aux producteurs américains. Le Tribunal canadien du commerce extérieur ne nous a malheureusement pas donné raison et, bien que nous ayons porté en appel cette décision, la crise des revenus sévit toujours. Au lendemain de cette décision frustrante, nous recevions des appels de producteurs, à la Fédération, qui nous demandaient candidement: « Mais qu'allons-nous faire maintenant? » Les familles agricoles du secteur des grains se posent toujours cette question dans le contexte où la crise des revenus persiste. Qu'allons-nous faire pour assurer la pérennité de nos fermes ? Pour produire des grains tout en améliorant nos pratiques agricoles à l'endroit de l'environnement? Pour conserver au Québec l'autosuffisance en grains que nous assurons depuis une trentaine d'années? Ces questions, aussi inquiétantes qu'elles soient, peuvent être répondues efficacement par les producteurs et les décideurs du monde agricole et les agriculteurs ont démontré plus d'une fois leur force dans l'adversité. Or, d'ici à ce que des solutions durables soient trouvées, il se peut que de plus en plus de producteurs de grandes cultures aient besoin de vos services si précieux. Je me fais leur porte-parole aujourd'hui pour vous demander de leur être attentif car, vous le savez mieux que moi, la douleur du cœur fait souvent plus de ravages que n'importe

Christian Overbeck Président Fédération des Cultures commerciales La Fédération des producteurs maraîchers du Québec représente plus de 2000 producteurs répartis sur l'ensemble du territoire québécois.

Ces 2 000 producteurs cultivent plus de 60 variétés de fruits et légumes. La mise en marché de ces produits est bien différente, pour certains, c'est un kiosque à la ferme, pour d'autres c'est de la vente pour l'exportation ou aux marchés publics ou aux chaînes alimentaires, ou encore l'auto cueillette à la ferme et bien plus.

Il est facile de constater que la production maraîchère est très variée. Elle est surtout très vivante et très exigeante. Mais quelle grande satisfaction on retire lorsque l'on voit pousser nos fruits et nos légumes dans nos champs et qu'on les retrouvent dans nos marchés.

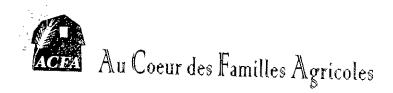
Les défis de notre production sont immenses. Il est reconnu par tout le monde qu'un producteur doit pouvoir maîtriser plus de 100 métiers. Il doit être : producteur, mécanicien, soudeur, administrateur, comptable, gestionnaire de ressources humaines, vendeur, négociateur, électricien, menuisier, gestionnaire, plombier, opérateur de machinerie lourde, camionneur et plus encore.

Pourquoi pensez-vous que les producteurs brûlent la chandelle par les deux bouts ? Ils sont beaucoup trop exigeants avec eux-mêmes. Ils ont beaucoup trop de travail à accomplir.

La situation est telle que la plupart ne se rendent même pas compte qu'ils se poussent à bout de façon irrémédiable. Nous devons aider ces gens à apprendre à arrêter, à faire le point avant qu'il ne soit trop tard.

Les producteurs sont des gens passionnés par leur travail et par la nature, il faut les aider, nous aider à trouver un équilibre !

Lise Leclair, présidente Fédération des producteurs maraîchers du Québec



Origines

Au Cœur des familles agricoles (ACFA) est un organisme à vocation sociale qui a vu le jour en 2001, dans la région de la Montérégie Est, un bassin de quelque 4 000 entreprises agricoles communément appelé le Grenier du Québec.

Groupes cibles

Ainsi, l'ACFA se définit comme un réseau d'entraide à l'intention de la communauté rurale. Les travailleurs agricoles, incluant les familles, les employés et la relève, constituent sa clientèle première. L'organisme intervient auprès des personnes en détresse, peu importe leur âge, en utilisant des moyens simples et accessibles, à l'image de la clientèle visée. Adoptant une approche de prévention proactive en matière de santé mentale, l'ACFA étend son action à la population étudiante, aux retraités, ainsi qu'aux gens d'affaires du milieu agricole.

Rôle de l'ACFA

Au Cœur des familles agricoles agit comme « aide et références » dans le milieu agricole, fournissant un soutien qui varie en fonction de l'urgence de la demande. Essentiellement, son rôle est de créer des conditions propices à une meilleure santé mentale en milieu agricole. La collaboration de ressources externes à l'organisme est d'une importance capitale pour assurer le suivi. D'où les efforts consentis par l'ACFA à sensibiliser ses nombreux collaborateurs en vue d'une action concertée et bien adaptée. Les professionnels des services sociaux et de la santé, et des autres organismes communautaires, spécialisés en relations humaines ou en finances, gravitant autour des travailleurs agricoles, sont particulièrement concernés.

Sensibilisations des partenaires aux spécificités régionales

Formation, sensibilisation et entraide communautaire sont les éléments qui sous-tendent la mission de l'ACFA, elle-même alimentée par le dynamisme et la créativité des gens du milieu agricole. Pour cet organisme, une action efficace passe obligatoirement par une meilleure connaissance du contexte social agricole et une plus grande sensibilité face à la situation des familles rurales. Pour mieux cibler l'action, il est primordial de tenir compte des spécificités régionales et de garder une ouverture qui permette de capter le changement des modèles. Branché sur les communautés, Au Cœur des familles agricoles devient un organisme de liaison tant pour ceux qui ont besoin d'aide que pour ceux qui veulent aider.

Il est essentiel de toujours se rappeler que l'intervention vise une entreprise plutôt qu'un producteur. C'est donc par le biais de l'entreprise que le premier contact doit s'effectuer.

Objectifs

L'ACFA porte sur la place publique la problématique de la détresse psychologique des travailleurs agricoles. Tout en abordant le sujet de la santé mentale, l'organisme mise sur les aspects positifs d'une action préventive. Venir en aide, mais surtout contribuer au mieux-être des familles vivant en milieu rural, tels sont ses objectifs.

Approche novatrice

Au Cœur des familles agricoles fournit ainsi un élément de solution à la problématique sociale rencontrée dans le milieu agricole québécois. Elle le fait en cernant les problématiques des personnes qui sont coincées dans un scénario de vie rurale où les enjeux sont parfois au-delà de la capacité humaine.

L'organisme privilégie une approche participative d'intervention. Cette approche repose sur la création et le maintien d'un réseau d'entraide communautaire et implique la mobilisation de tous les gens gravitant autour des travailleurs agricoles en détresse : membres de la famille, professionnels du milieu des services sociaux et de la santé, intervenants des organismes communautaires, etc.

Autrement dit, l'essentiel de la démarche est assuré par le milieu agricole lui-même. Les concepts d'animation sociale et de formation continue garantissent la qualité des interventions. Ce modèle permet également une grande flexibilité et une capacité d'adaptation aux réalités rurales observées dans les différentes régions.

Orientation des actions

Les actions de l'ACFA sont ainsi dirigées :

Un <u>réseau d'entraide</u> est créé en milieu agricole. Sensibilisés aux difficultés que vivent leurs pairs grâce à la formation continue, ils sont capables de fournir l'écoute et le support nécessaires en situations de stress et de détresse psychologique. Ils favorisent l'action humaine en posant un regard différent sur autrui et en regardant l'univers de l'autre avec respect.

Le premier défi des <u>intervenants</u> est de briser l'isolement social et de vaincre la résistance des travailleurs agricoles aux prises avec des difficultés psychologiques. Reconnaître cet état de fait, c'est aussi reconnaître qu'une intervention adaptée à la réalité du groupe cible s'impose. Le dépistage précoce et un accompagnement personnalisé sont au nombre des solutions mises de l'avant pour contrer le burn-out, la dépression et le suicide qui sévissent chez cette classe de travailleurs.

Une bonne partie des énergies de l'ACFA va directement vers les <u>familles agricoles</u>. Les « rencontres de cuisine » fournissent une excellente formule pour aborder des thèmes tels la violence, le suicide, la médecine préventive, les ressources alternatives, sans que les principaux intéressés se sentent confrontés.

Méthodes privilégiées

Une intervention proactive qui interpelle les travailleurs agricoles directement dans leur milieu

Matériel d'information et techniques d'approches adaptés favorisant une intervention efficace auprès des travailleurs agricoles

Rencontres de culsine permettant des échanges entre producteurs et membres de leurs familles afin de les amener à exposer librement leurs préoccupations individuelles et collectives

Soutien psychologique personnalisé impliquant écoute, sensibilisation, accompagnement par les aidants et mise en relation avec les diverses ressources disponibles pour leur venir en aide

Rencontres de ressourcement pour les aidants visant la mise à jour de leurs connaissances en relation d'aide et l'entretien des liens d'amitié.

Diagnostic

De plus en plus présents chez les travailleurs agricoles et les membres de leurs familles, les facteurs de stress sont nombreux et accabiants. Ils sont aussi quantifiables et qualifiables.

Santé Québec rapporte d'ailleurs une hausse alarmante du taux de détresse psychologique des travailleurs agricoles depuis les 10 dernières années. Les données avancées démontrent aussi que ce taux a plus que doublé en cinq ans. Selon une étude de Santé Canada, le taux de suicide chez les agriculteurs du Québec est deux fois plus élevé que chez la population en général. Les observations sont aussi à l'effet que près du tiers des femmes vivant sur une ferme – soit deux fois plus que les hommes – connaissent une telle détresse.

La détresse psychologique engendrée par un stress quotidien et un manque de communication se répercute directement sur la santé des travailleurs agricoles et celle des membres de leurs familles. Le nombre croissant d'accidents du travail est aussi révélateur de cette problématique. Fort heureusement, grâce aux aidants naturels, les travailleurs agricoles obtiennent plus

facilement accès à un soutien psychologique adapté et sont accompagnés plus rapidement vers les ressources offertes dans le réseau de la santé et des services sociaux, évitant que la situation de détresse psychologique ne se détériore irrémédiablement.

FACTEURS DE STRESS

Situation financière des exploitations

Aspects liés à la personnalité (ambition)

Aspects liés à la compétence

Aspects liés au support familial

Menace pour l'équilibre

Le dernier recensement de l'Union des producteurs agricoles (UPA) rapportait l'existence de 30 857 fermes au Québec. Pourtant, le portrait est sombre pour cette industrie alors que deux fermes se démantèlent par jour. Au rythme où vont les choses, à quoi ressemblera notre agriculture dans 10 ans ?

Révolution industrielle et vague technologique ont façonné le visage d'une nouvelle économie. L'agriculture aussi s'est métamorphosée. Les fermes d'aujourd'hui sont moins nombreuses, c'est un fait, mais compensent par un volume d'activités élargi, reflété dans la superficie exploitée et l'envergure de la production. Devant l'ampleur du défi ou faute de relève, plusieurs petites fermes ont choisi de cesser leurs activités. Celles qui demeurent en piste doivent s'adapter pour assurer leur survie.

C'est là la réalité de la famille agricole d'aujourd'hui qui doit s'investir quotidiennement en vue de sa réussite. D'où l'importance de reconnaître les facteurs de stress pour mieux les maîtriser. Si le stress est un fil conducteur vers la maladie, les maux et les douleurs, il n'y a pas plus grande frustration que celle d'admettre son incapacité face aux tâches à accomplir.

Conjuguer vie familiale et gestion d'une entreprise agricole pose de nombreux défis. Aussi, trouver le point d'équilibre entre ces deux composantes n'est pas toujours facile. En milieu rural, la famille agricole doit souvent composer avec des valeurs traditionnelles, voire ancestrales, et les multiples événements qui ponctuent le quotidien. Les saisons, l'humeur changeante de la température, la rareté et la fiabilité de la maind'œuvre, ainsi que la précarité de la situation financière tiennent plusieurs gestionnaires sur le qui-vive. Derniers mais non les moindres, les rapports générationnels viennent souvent compliquer l'aspect des relations humaines.

Rapports générationnels

Dans la composition de la famille agricole, il y a tout d'abord <u>le père</u>. Principal associé, il est généralement destiné depuis l'enfance à être le grand patron. Il est celui qui dirige l'entreprise, établit les règles d'opérations et influence les méthodes de travail. Maigré ce pouvoir qu'il affiche, il est souvent déchiré entre les idées du passé, sans cesse rappelées par son propre père, et les concepts technologiques nouveaux, qui représentent l'avenir et emballent la relève.

Puis il y a <u>la mère</u>, synonyme de multifonctionnalité. Mère, épouse, agricultrice, ménagère, médiatrice et guichet unique pour les dépannages de toutes sortes, elle est le portrait de la véritable jongleuse. Elle est celle qui a à déployer le plus d'énergie pour concilier entreprise et famille. Bien qu'un membre stratégique pour l'équilibre fragile de la famille, elle ne possède généralement qu'un maigre 20 % des parts dans l'entreprise.

Et il y a <u>les enfants.</u> Jeunes et moins jeunes se côtoient. Le nombre grandissant des familles élargies favorise la mise en présence de plusieurs différences, tant dans les âges que dans les valeurs. Pendant que certains enfants cultivent l'espoir de pouvoir entretenir la tradition en acquérant la ferme familiale, d'autres nourrissent l'ambition de profiter d'une valeur financière équivalente pour mener à bien d'autres rêves. Chez le premier groupe, les visions du futur sont parfois très divergentes. Il faut alors se méfier

des états d'âme que les obstacles ou une résistance soutenue peuvent faire surgir. Le pire est parfois possible lorsqu'un rêve se brise et que la déception finit par gangrener la fibre familiale. D'autres sources de stress sont : le travail sur la ferme qui est perçu comme une obligation sans la rémunération appropriée, la perception négative des travaux de la ferme dès l'enfance, les confrontations entre parents et enfants par rapport au partage des tâches.

Autres éléments de conflits

Pour se maintenir à jour dans leurs productions, les entrepreneurs agricoles doivent constamment acquérir de nouvelles <u>compétences</u> techniques par le biais de la formation : gestion de la ferme, techniques de production diverses, génétique du troupeau, analyses de sol, etc. Très souvent, ces cours de formation sont suivis par la relève agricole. Une situation conflictuelle survient lorsque la « connaissance » de la relève se heurte à « l'expérience pratique » des aînés.

Il est fréquent que le travail agricole en famille engendre des <u>conflits</u> d'orientation ou de <u>vision</u> quant au devenir de la ferme. Car, ici, famille et entreprise ne font qu'un. Il est aussi fréquent que les membres de la famille constituent la main-d'oeuvre. Une attitude trop contrôlante du principal associé contribue à miner la relation de confiance avec les membres de sa famille et envenime rapidement le climat familial. L'aspect de la <u>cohabitation</u>, de la promiscuité des membres de la famille élargle et l'élaboration tardive du projet <u>d'établissement de la relève</u> peuvent éventuellement avoir un effet négatif sur la motivation des jeunes et les inciter à renoncer à l'idéal de la relève agricole familiale.

La <u>charge de travail</u> peut aussi devenir une lourde contrainte pour tous ceux qui gravitent autour d'une exploitation agricole. Un producteur agricole doit fréquemment investir 90 heures/semaine et plus dans son entreprise sans que son revenu soit amélioré. En de telles circonstances, les congés et les loisirs se font rares ou sont totalement absents. Les repas sont pris à la course et négligés tout comme la communication. L'entreprise qui monopolise toutes les énergies finit par gober les valeurs premières de la famille, incluant la santé et les interactions avec son environnement. S'ajoutent à cela les <u>conditions changeantes</u> auxquelles sont soumises les entreprises agricoles et les <u>relations interpersonnelles</u> qui fluctuent. Pas surprenant qu'il y ait des cellules orageuses et des conflits potentiels qui se créent.

Il ne faut surtout pas croire que le stress soit un facteur nouveau chez les agriculteurs. On peut cependant affirmer qu'il va en s'amplifiant. Ainsi, il peut atteindre le niveau de détresse lorsque les familles sont confrontées à des <u>situations de crise</u> telles que la « vache folle » ou la « grippe aviaire ». Les menaces de contamination sont souvent une épée de Damoclès placée au-dessus des têtes. Souvent, on évite la catastrophe, mais parfois un gouffre financier s'ouvre à nos pieds.

Un autre élément inquiète : plus de la moitié des gestionnaires d'entreprises agricoles ignorent la <u>précarité de leur situation financière</u> et croient au contraire que leur entreprise est en bonne ou excellente santé. La valeur des terres a augmenté à un rythme effarant depuis quelques années, procurant un pouvoir d'achat accru à leurs propriétaires. Or, certains producteurs agricoles abusent des possibilités de crédit et se font piéger par le surendettement. Le remboursement des emprunts crée une pression additionnelle. La production agricole s'amplifie, mais aussi le travail acharné qui est requis pour la maintenir.

Les producteurs du Québec sont parmi les agriculteurs les plus endettés au pays. Plusieurs sont victimes d'une concurrence exacerbée et, souvent, de leur propre orgueil. Saine lorsque bien appliquée, la compétition peut conduire à des excès. C'est le cas des agriculteurs pour qui la richesse se mesure sur des repères visuels tels que bâtiments, troupeaux, terres et machinerie. Constamment sollicités par cette façade matérialiste, ils se sentent obligés d'investir continuellement pour rivaliser avec leur entourage. Le travail acquiert ainsi une dimension sociale malsaine.

Problématique communautaire

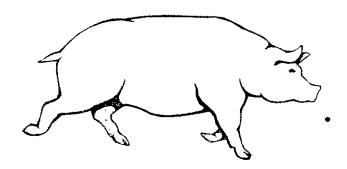
Vivre en milieu rural signifie généralement être entouré de voisins, qui sont aussi des parents ou des connaissances de longue date. Il y a une relation d'intimité qui se crée qu'on ne retrouve pas à la ville. Paradoxalement, les travailleurs agricoles se sentent souvent isolés et sont très limités dans leurs activités sociales. Leur communauté tient très peu compte des exigences de leurs fonctions. Ainsi, ils sont souvent obligés de décliner des invitations parce qu'ils manquent de temps, que les horaires sont mésadaptés à leur condition ou qu'ils sont retenus par les travaux saisonniers.

Il y a un autre volet à cette problématique: les agriculteurs ont appris à travailler en solitaires et à s'exprimer en peu de mots. De père en fils, et à travers les générations, ils ont géré leur entreprise de façon rationnelle. Pourquoi est-ce que ça devrait changer? Mais qu'en est-il de ces sentiments étouffés? L'homme, en particulier, ne livre que très peu ses émotions et manque de nombreuses occasions d'évacuer son stress, ce qui peut entraîner de lourdes conséquences. Pire encore, dans un milleu aussi fermé, de nombreux producteurs agricoles se refusent à consulter des spécialistes, ce qui équivaudrait pour eux à admettre leur échec, leur faiblesse ou leur incompétence. L'orgueil et l'ambition ont été leur carburant et leur motivation. Poussés à l'extrême, ils pourralent les conduire à leur perte.

Selon une étude de l'Université Laval, 126 heures de travail par semaine, 52 semaines par année, sont exigées de la famille pour accomplir toutes les tâches sur une ferme moyenne de 48 vaches en lactation au Québec. Essentiellement, les activités sociales se résument aux événements officiels reliés à l'agriculture. Les échanges sont restreints à une communication rationnelle d'affaires. Il y a très peu de place pour la détente ou pour discuter de sa situation personnelle.

Le rythme accéléré des occupations quotidiennes, le taux d'endettement progressif, les exigences croissantes vis-à-vis la technologie produisent des effets cumulés insidieux qui, tel qu'énoncé précédemment, conduisent à l'épuisement professionnel, à la maladie mentale, voire au suicide. Cette triste réalité est pourtant gardée cachée, sous le voile du silence. L'ampleur des statistiques atteste pourtant de la détresse psychologique vécue au quotidien par les producteurs et travailleurs agricoles. Malgré les efforts déployés pour leur permettre d'accéder à des services sociaux et de santé appropriés, nous en arrivons à la troublante conclusion que les services offerts à l'ensemble de la population ne conviennent pas aux travailleurs agricoles.

En conclusion, Mieux connaître l'agriculture, c'est mieux comprendre l'agriculteur et sa famille ce qui est promesse d'un <u>agriculteur durable.</u>



Production porcine

<u>Particularités:</u>

Les producteurs de porcs sont naisseurs, finisseurs ou naisseursfinisseurs

- Les naisseurs élèvent des truies qui donnent naissance à des porcelets. Les porcelets sont vendus à des finisseurs qui les engraissent et les préparent pour le marché. Les naisseurs-finisseurs font les deux étapes.
- Le prix du porc n'est pas fixe. Le prix du porc peut varier énormément au cours des années, car il est soumis aux règles de l'offre et la demande.
- Des programmes de stabilisation protègent les producteurs de porc des variations de prix. Ces programmes sont financés par le gouvernement. La financière agricole du Québec est l'organisme qui gère ces programmes. Pour y adhérer, les producteurs doivent payer une cotisation.
- Il faut garder les lieux propres pour éviter la propagation de maladies.
- Au Québec, tous les porcs vendus transitent par un encan central.
- Une forte proportion du porc produit au Québec est destinée à l'exportation. En 2000, la valeur des exportations de porcs du Québec (frais, transformé, abats) a fait un bond de 41,3 %, pour se situer à 651,5 millions de dollars. Ces exportations représentent 22,3 % des recettes totales du Québec à l'exportation. (Le Québec bio-alimentaire en un coup d'œil - portrait statistique - édition 2001)

<u>Défis:</u>

- Adopter des pratiques de gestion des fumiers respectueuses pour l'environnement et améliorer l'image de leur production à cet égard.
- Produire du porc de grande qualité
- Gérer le risque pour mieux tolérer les variations de prix.
- Travailler dans un endroit en vase clos (pas de fenêtres) et/ou règne souvent une forte odeur d'ammoniaque.



Production maraîchère

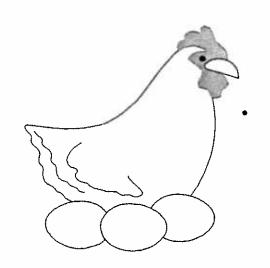
Particularités:

Production de légumes en champs

- La mise en marché n'est pas centralisée. Certains producteurs se sont toutefois regroupés pour faire la mise en marché de leur produits
- La Montérégie est une importante région productrice de légumes. La proximité des grands centres urbains et la qualité des terres expliquent son succès.
- Les ventes de légumes totalisaient 246,4 millions de dollars en 2000. Outre la culture de la pomme de terre, les recettes de légumes sont, par ordre d'importance, la laitue, la tomate de serre, les oignons secs, le mais sucré, les carottes, le brocoli, le chou, les concombres, le poivron et le chou-fleur. (Le Québec bio-alimentaire en un coup d'œil - portrait statistique - édition 2001)

<u>Défis:</u>

- Produire le plus et le mieux possible dans une courte saison de production
- Tolérer les caprices du climat
- Offrir au consommateur exigeant, un produit de plus en plus parfait
- Trouver une main d'œuvre de qualité et fiable
- Vendre les produits frais avant qu'ils ne dépérissent et limiter les pertes



Production avicole

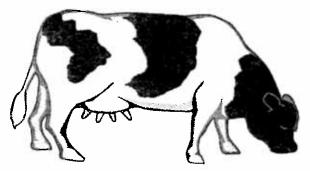
<u>Particularités:</u>

Dans ce secteur il y a la production d'œufs de consommation, d'œufs d'incubation, de poulet tes, de poulet de gril et de chair et de dindon. Les poulettes pondent les œufs. Les œufs de consommation sont ceux qu'on achète à l'épicerie. Les œufs d'incubation deviennent des poules et des poulets. Les poulets de gril et de chair sont ceux qu'on mange.

- Ce sont des productions contingentées. Comme dans le lait, il faut du quota pour produire et vendre sa production.
- Le quota est difficile à trouver. Il faut pratiquement connaître quelqu'un qui en a à vendre pour en avoir.
- Le nombre de producteurs est peu nombreux. Cette production est assumée par seulement 2.5% des fermes au Québec.
- Ces productions sont automatisées. Les producteurs n'ont pas à passer toute la journée dans les bâtiments d'élevage.

Défis:

- Trouver du quota
- Disposer d'installations sécuritaires et à la fine pointe pour un meilleur volume de production.
- S'habituer à la mortalité des animaux. Presque tous les jours, des animaux meurent.
- La plupart des producteurs se dotent de systèmes d'alarme. En quelques heures, suite à une panne électrique, un bris du système d'abreuvement ou d'alimentation ou encore suite à un incendie, ils peuvent tout perdre.



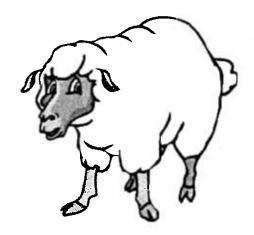
Production laitière

Particularités:

- Principale production en importance au Québec (au-delà de 30% des fermes)
- Production contingentée c'est-à-dire que pour vendre du lait au Québec il faut détenir du quota. Le quota est un droit de produire une certaine quantité de lait.
- La quantité de lait que peuvent produire les producteurs dans une province est limitée.
- Le producteur qui veut faire plus de lait doit acheter du quota. Les achats et les ventes de quota sont centralisés. C'est-à-dire qu'elles passent toutes par le même système. C'est juste pour tout le monde.
- Le prix du quota est très élevé. Par exemple, pour la production d'une vache pendant une année il faut détenir environ \$30 000 de quota.
- En revanche, le revenu des producteurs de lait est facile à prévoir. Ils sont assurés de recevoir le montant équivalent au volume de lait permis par leur quota.
- Une bonne vache laitière vaut environ \$2 000 ou \$3 000 mais certaines vaches dont la génétique est plus prometteuse peuvent valoir \$10000 et même \$20 000.

<u>Défis:</u>

- Ajuster sa production pour respecter son quota
- Adopter des pratiques de gestion des fumiers respectueuses de l'environnement
- Produire du lait à meilleur coût en travaillant la génétique, l'alimentation, le confort des animaux, etc.
- Il faut renouveler le troupeau soit en achetant des vaches de d'autres producteurs ou en élevant les génisses (veaux femelles). Les veaux mâles n'ont pratiquement pas de valeur.
- Traire les vaches 2 ou 3 fois par jour, 7 jours par semaine et 52 semaines par année
- Gros investissements = gros emprunts = gros remboursements



Production ovine

Particularités:

- Production plutôt marginale surtout présente dans les régions périphériques où les terres valent moins cher.
- Plusieurs troupeaux ont été décimés dans la foulée de la psychose de la maladie de la vache folle et de la tremblante du mouton
- La mise en marché n'est pas centralisée ni organisée.
- La demande pour ces produits est très modérée, les ventes ne représentant que 0.4% du volume des ventes des productions animales en 2000. (Le Québec bio-alimentaire en un coup d'æil - portrait statistique - édition 2001)

Défis:

- Les producteurs doivent assumer eux-mêmes la mise en marché de leur production.
- Éviter la compétition avec les autres productions pour l'achat des terres. En fait, les producteurs ovins s'établissent plus facilement dans les régions périphériques parce que les terres sont moins chères.



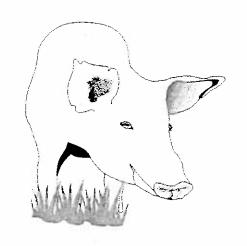
Productions marginales

Particularités:

- Production de cerfs, de bisons, d'autruche, de sangliers, etc.
- La mise en marché de ces productions n'est pas organisée
- Les connaissances sur les bonnes pratiques d'élevage sont peu connues car peu pratiquées

<u>Défis:</u>

- Pouvoir patienter longtemps avant d'avoir des résultats concrets
- Être prêt à investir beaucoup de temps (et d'argent peut-être) pendant la phase de démarrage
- Assumer la mise en marché qui consiste aussi à faire connaître leurs nouveaux produit directement aux consommateurs
- Supporter la compétition avec les autres productions pour les terres



Production par intégration

Particularités:

- Ce mode de production est courant en production de veaux et en production porcine.
- Il s'agit de produire pour le compte d'un fournisseur d'aliments qui peut aussi posséder les installations d'abattage et de transformation de la viande.
- L'intégrateur fournit tout le nécessaire à la production: les animaux, les aliments, les médicaments, le suivi, etc.
- Les revenus du producteur sont assurés en autant qu'il respecte les normes d'élevage. Le risque est beaucoup moindre que pour celui qui élève à son compte.
- L'avantage pour l'intégrateur est qu'il contrôle toute la chaîne de production en quantité et en qualité.

<u>Défis:</u>

- Posséder des bâtiments adéquats
- Accepter les directives de l'intégrateur



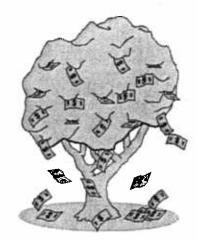
Production Grande Culture

Particularités:

- La production de grande culture est fortement présente en Montérégie à cause du climat favorable et de la qualité des terres. La Montérégie est la région où l'on trouve plus de 60 % des superficies totales en maïs-grain.
- Les productions céréalières sont supportées par les assurances agricoles. Les régimes d'assurance sont administrés et financés par le gouvernement. Les producteurs y adhèrent sur une base volontaire et payent une cotisation.
- Les investissements reliés à cette production sont assez élevés. La forte denabde pour les terres fait monter leur prix en flèche depuis quelques années. Les tracteurs et matériels roulants sont aussi très dispendieux, surtout pour les producteurs qui veulent toujours être à la fine pointe de la technologie.
- Pour aller chercher plus de rendements, certains producteurs sèment des variétés plus risquées ou adoptent des pratiques culturales intensives qui peuvent avoir des conséquences néfastes.

Défis:

- Fonctionner malgré des conditions climatiques imprévisibles
- Adopter des pratiques culturales respectueuses de l'environnement
- Assumer la mise en marché des produits



Production acéricole

Particularités:

- Dans certaines régions du Québec, les érablières ont été affectées de façon irrémédiable par le grand verglas de 1998.
- La production varie d'une année à l'autre selon le bon vouloir de dame nature. Il est difficile de prévoir la quantité et la qualité qui sera récoltée.
- Plusieurs petits producteurs font des produits de l'érable pour le plaisir et/ou pour pour augmenter les revenus : tire, sucre, beurre, etc.
- Les ventes des produits de l'érable ont atteint 158,8 millions de dollars, en hausse de 20,8 %. La valeur des exportations de sucre et de sirop d'érable a atteint 93,6 millions en 2000, en baisse de 6,9 % par rapport à 1999. Cette production est exportée à près de 80 % vers les États-Unis. (Le Québec bio-alimentaire en un coup d'œil portrait statistique édition 2001)

<u>Défis:</u>

- Assumer la mise en marché
- Considérer la possibilité de transformer la matière première
- Entretenir l'érablière pour assurer sa productivité et sa pérennité
- Se doter d'équipements qui permettent une production efficace et une structure d'entreposage adéquat pour celui-ci



Les travaux à forfait

Certains producteurs possèdent beaucoup de machineries qui valent très cher.

Pour aider à rentabiliser ces équipements, ils peuvent faire des travaux chez d'autres ce qui entraîne un surplus de travail. Certains font du déneigement l'hiver ce qui exige des longues heures dans des conditions difficiles.

Certains producteurs choisissent de louer leurs machines à d'autres. Ils doivent tout de même en assurer l'entretien, aller les porter, etc.



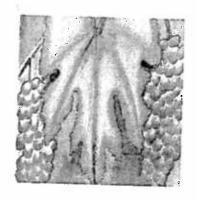
Les intrants

Les intrants sont les matières qui permettent la production : les semences, les aliments pour animaux, les matières fertilisantes, etc. Les intrants occasionnent des coûts pour les producteurs.

Par exemple, une ferme qui produit 40 hectares de maïs-grain, pourra avoir des factures à payer de \$5 500 pour les semences, \$6 800 pour les matières fertilisantes et \$3 000 pour les herbicides.

À la vente de la récolte, le revenu viendra couvrir ces coûts. Il faut tout de même supporter le tout pendant une longue période.

(Un hectare représente une superficie de 108 000 pieds carrés ou 10 000 mètres carrés).



Production de vignoble

Particularités:

- Le Québec abrite plus d'une trentaine de viticulteurs, dont une dizaine opèrent en Montérégie.
- La culture de la vigne occupe un marché de niche au Québec
- « La vigne est une culture qui demande beaucoup d'entretien, passablement de connaissances et exige d'avoir les reins solides financièrement, en particulier, au moment de la vinification, où on s'aperçoit que la commercialisation est encadrée par une législation contraignante »

Défis:

- Occuper, parfois, un autre emploi pour supporter les années de démarrage
- Cultiver la vigne est un défi en soi
- Produire un vin de qualité et le faire connaître et apprécier aux consommateurs
- Mettre sa production en marché



La main-d'oeuvre agricole

La main d'œuvre:

Les emplois en agriculture ne sont pas très valorisés. Ce sont des emplois exigeants physiquement, qui ont souvent la réputation d'être mal rémunérés et de se pratiquer dans un environnement désagréable : bruit, variations de températures extrêmes, odeurs, etc.

Quand la rémunération est au volume, par exemple, tant par panier récolté, il faut être très fort physiquement pour gagner un revenu intéressant. Beaucoup de travailleurs se découragent.

Les heures et les conditions de travail ne sont pas faciles. En période de pointe, comme celle de la récolte, il faut beaucoup de monde et il faut faire de très longues heures. La main d'œuvre est difficile à trouver.

Plusieurs producteurs emploient des enfants et des travailleurs étrangers.

Production légumes de transformation

- Cette production est faite à contrat, c'est-à-dire, les usines de transformation engagent des producteurs pour produire tel ou tel légume.
- Les producteurs sont assurés à 80% par ceux qui achètent leur champ.
- Cest une production peu risquée.

Défis:

Accepter les directives de l'acheteur qui impose sa méthode de production et ses exigences de rendement et de qualité.





Production de pommes

Particularités:

- Présence au Québec de petits producteurs pour qui la pomiculture est considérée comme un revenu complémentaire à une production plus rémunératrice.
- Au Québec, une structure de prix assure un revenu fixe pour une quantité égale de pommes de même qualité

Défis:

- Renouvellement des vergers pour introduire des variétés qui répondent aux nouvelles exigences des consommateurs
- Faire face à l'importation des autres provinces et des autres pays
- Offrir un produit parfait pour satisfaire un consommateur toujours plus exigent
- Réduire les pertes et valoriser les pommes déclassées
- Transformer pour rentabiliser davantage le produit: cidre, conserves, confitures, etc.
- Trouver de la main d'œuvre de qualité et fiable
- Se doter d'installations d'entreposage performantes



L'environnement

« D'ici 2005, quelque 20 000 fermes, représentant près de 90 % de l'activité agricole au Québec, auront entrepris l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dans les domaines de l'entreposage et de l'épandage des fumiers, de la gestion des fertilisants, de la conservation des sols, de la protection des cours d'eau en milieu agricole et de l'utilisation des pesticides (». Le Québec bio-alimentaire en un coup d'œil – portrait statistique – édition 2001)

La pression environnementale pèse très lourd sur les épaules des producteurs agricoles. Ils font face à un défi de taille.

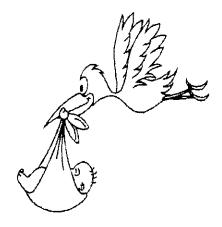
Leur image, autrefois bucolique et romantique, est aujourd'hui affectée par leur réputation de « pollueurs » et de destructeurs de l'environnement.

Les régions centrales sont particulièrement vulnérables car la production y est intensive et la rareté des terres s'intensifie à mesure que les entreprises prennent de l'expansion et que le milieu urbain empiète sur le milieu agricole.



Les services conseils

Les producteurs agricoles peuvent recourir aux services et aux conseils de divers spécialistes : comptabilité, gestion financière, conseils techniques en génétique, alimentation, environnement, sols, etc. Certains producteurs hésitent à consulter à cause des coûts ou par fierté. C'est dommage car ces conseillers permettent de prendre des décisions plus justes, plus éclairées.



Travailler avec du vivant

Travailler avec du vivant constitue un des plus grands défis en agriculture. Le producteur agricole aura à composer avec les conséquences de mauvaises conditions climatiques.

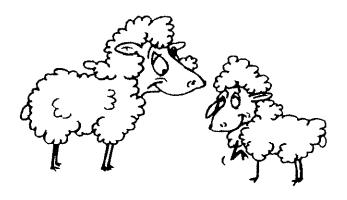
Il aura aussi à subir la perte de revenu due à une maladie qui affecte son troupeau. Par ailleurs, travailler avec le vivant implique que des accidents peuvent survenir.

Toutes ces situations sont difficiles à prévoir, parfois impossibles à contrôler, et affectent les résultats du travail.

Pour les pertes dues aux aléas du climat, il existe des programmes d'assurances.

Seulement certaines productions sont éligibles à ces programmes. De plus, ces programmes sont optionnels et ils entraı̂nent des coûts sous formke de cotisation à payer.

Des producteurs, par souci d'économie, ne cotisent pas à ces programmes et se privent ainsi de protection et de sécurité.





L'endettement

La dette des exploitations agricoles continue de croître.

Elle a augmenté de 9,1 % en 2000, pour se situer à 7,3 milliards de dollars, soit 38,2 % du capital agricole québécois, alors que la proportion canadienne est de 20,5 %. La dette québécoise représente 19,2 % de la dette canadienne.

(Le Québec bio-alimentaire en un coup d'œil - portrait statistique - édition 2001)

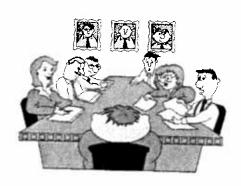
Les producteurs agricoles sont endettés, certains sont même sur-endettés. Emprunter permet aux producteurs agricoles d'investir et d'améliorer leurs entreprises. La valeur des actifs est très élevée. Par exemple, la terre peut valoir, dans les régions centrales, jusqu'à \$10000 l'hectare.

Une ferme de 40 hectares vaut donc \$400 000. Pour protéger leurs prêts, les institutions prêteuses prennent des garanties.

Comme les garanties valent cher le crédit est assez facile à obtenir. Les revenus pour rembourser les emprunts ne sont malheureusement pas toujours au rendez-vous.

Des imprévus peuvent survenir et empêcher les remboursements d'être faits comme prévu.

Dans les cas ou le financement est plus difficile à obtenir, la Financière agricole du Québec, un organisme gouvernemental, peut garantir le prêt. Les dossiers doivent cependant répondre à certaines conditions et ne sont pas tous approuvés.



Union des Producteurs Agricoles

L'Union des producteurs agricoles représente quelque 50 000 producteurs et productrices agricoles du Québec.

Avec ses 178 syndicats de base, ses 16 fédérations régionales, ses 209 syndicats et 25 groupes spécialisés, l'UPA est en fait l'interlocutrice unique, la voix officielle qui parle au nom de tous les agriculteurs et agricultrices du Québec.

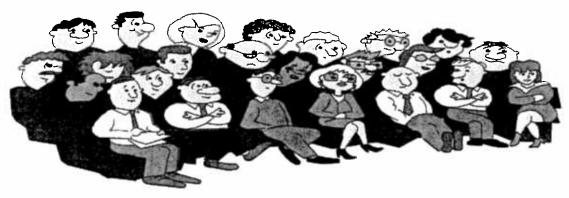
L'Union regroupe les producteurs et productrices agricoles suivant une double structure: selon le territoire géographique auquel ils appartiennent (c'est le «secteur général») et selon le type de production agricole qu'ils exercent (c'est le «secteur spécialisé»).

Le secteur général s'occupe de faire diverses représentations.

Il voit à l'organisation de la profession, à la formation et à l'information des membres, à la coordination des organismes affiliés et à la défense des dossiers qui touchent l'ensemble des producteurs et productrices agricoles.

Le secteur spécialisé s'occupe de mise en marché et de commercialisation des produits et il travaille au développement de la production agricole québécoise.

L'adhésion à l'UPA est obligatoire pour tous les producteurs agricoles. Ils payent une cotisation annuelle.





La compétence et la formation

Le producteur agricole doit être « bon dans tout ». Dans une même journée il est mécanicien, électricien, commis-comptable, camionneur, vendeur, vétérinaire.

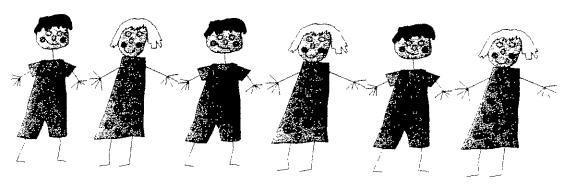
Il doit s'adapter à toutes les situations avec compétence et efficacité pour obtenir des résultats. Pour bien se préparer aux défis de leur métier, certains producteurs se fient sur l'expérience et le vécu alors que d'autres optent pour la formation.

Plusieurs producteurs agricoles n'ont pas terminé leur secondaire 5, certains sont analphabètes mais ils savent compter. D'instinct et grâce à leur expérience, ils savent comment prendre une décision.

La formation continue est largement disponible aux producteurs qui veulent se perfectionner. Toutefois, ce genre de formation n'exige pas de pré-requis et on ne connaît pas la valeur des acquis.

Le Québec accuse un retard sur la base de la scolarité de ses agriculteurs et de ses agricultrices par rapport aux différentes régions canadiennes. À preuve, seulement 17 % de nos agriculteurs et agricultrices détenaient, en 1991, le niveau de scolarité préconisé, soit le diplôme d'études collégiales ou mieux; cette proportion avait augmenté à 22 % en 1996.

(Le Québec bio-alimentaire en un coup d'œil - portrait statistique - édition 2001)





La médiation en matière d'endettement agricole

Les agriculteurs canadiens qui éprouvent des difficultés financières peuvent recourir au Service de consultation en gestion financière.

Pour un tarif minime, ce service met à leur disposition des conseillers compétents qui comprennent l'agriculture et les entreprises agricoles et qui collaboreront avec eux à empêcher que leurs problèmes financiers ne s'aggravent. Le service les aide à évaluer leur situation financière et à dresser un plan qui les mettra sur la voie de la réussite.

Les agriculteurs en grave difficulté, quand à eux, peuvent recourir au Service de médiation en matière d'endettement agricole.

Ce service fournit aux agriculteurs insolvables et à leurs créanciers des services de médiation en vue de conclure un arrangement financier acceptable pour les deux parties en vertu de la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole (LMMEA).

Pour rejoindre les responsables de ce service composez sans frais le : 1(888)886-4775





La relève

Il est très difficile de s'établir en agriculture de nos jours.

Les fermes sont grosses, valent très cher et le travail agricole est exigeant.

Les fils et filles de producteurs peuvent espérer reprendre la ferme de leurs parents mais là aussi il y a des difficultés.

En effet, les parents veulent se retirer avec un certain confort financier et les enfants ne peuvent pas payer plus cher pour la ferme que ce que les revenus permettront de générer pour faire les paiements.

Il faut plusieurs années de préparation pour mener à bien un transfert de ferme. Il faut beaucoup de respect et d'écoute pour s'exprimer et comprendre les attentes des autres... et en famille, c'est très difficile.

Dans certains cas, il faut augmenter la capacité de production de la ferme pour une période de co-exploitation.

Au cours de cette période, les deux générations tirent des revenus de la ferme pour vivre. Ceci implique de gros investissements et l'endettement correspondant.

Quand des parents vendent leur ferme à leurs enfants, ils la vendent rarement à sa pleine valeur. La ferme vaudrait trop cher relativement aux revenus que les enfants pourront en tirer.

Les parents doivent alors donner une partie de la valeur réelle à leurs enfants. Ils ont alors à composer avec la notion d'équité avec les autres enfants qui ne sont pas sur la ferme.



AAAQ Association des abattoirs avicoles du Québec AAC Agriculture et agroalimentaire Canada

AARQ Association des aménagistes régionaux du Québec

ABQ Association des biologistes du Québec

ACDI Agence canadienne de développement international

ACFA Au cœur des familles agricoles

ACFD Alliance communautaire pour la formation et le développement

ACIA Agence canadienne d'inspection des aliments

ACPA Association des collaboratrices et partenaires en affaires

ACRA Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (programme)
ACRA Association canadienne des rédacteurs agricoles (langue française)

ACRQ Association des cerfs rouges du Québec

ADA Association des détaillants en alimentation du Québec

ADRC Agence des douanes et du revenu du Canada

AEC Attestation d'études collégiales

AEDAQ Association des entrepreneurs en drainage agricole du Québec

AERQ Association des éleveurs de ratites du Québec
AEWQ Association des éleveurs de wapitis du Québec
AFEQ Association des fabricants d'engrais du Québec

AGA Assemblée générale annuelle

AGEO Association de gestion des engrais organiques (bassin de la rivière Yamaska)

AGS Assemblée générale spéciale
AI Affaires institutionnelles

AIFQ Association des industries forestières du Québec

AJ Affaires juridiques

AJMQ Association des jardiniers maraîchers du Québec

AJRQ Association des jeunes ruraux du Québec
ALEA Accord de libre-échange des Américains
ALENA Accord de libre-échange nord-américain

AMMAQ Association des marchands de machines aratoires du Québec
AMPAVQ Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec
AMVPQ Association des médecins vétérinaires praticiens du Québec

ANCQ Association des négociants en céréales du Québec
APCQ Association des producteurs de canneberges du Québec
APFFQ Association des producteurs de fraises et 6

APFFQ Association des producteurs de fraises et framboises du Québec

APFP Association de la planification fiscale et financière
APPQ Alliance des pêcheurs professionnels du Québec
APSQ Association des producteurs de sangliers du Québec

AQC Assurance qualité canadienne

AQINAC Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière

ARASH Association de la relève agricole de Saint-Hyacinthe

ARMPC Analyse des risques et maîtrise des points critiques (HACCP)

ARMVFP Agence régionale de mise en valeur des forêts privées

ASC
ASP
Agriculture soutenue par la Communauté
ASP
Attestation de spécialisation professionnelle
ASRA
Assurance stabilisation des revenus agricoles

ASREC Assurance récolte

Colloque 2007

ATCF Aide au transport des céréales fourragères

ATQ Agri-Traçabilité Québec

ATR Association touristique régionale

ATRM Association touristique régionale de la Montérégie

AVQ Association des vignerons du Québec

BAPE Bureau des audiences publiques en environnement BFDRQ Banque fédérale de développement régional Québec

BM Banque mondiale

BNQ Bureau de normalisation du Québec
BRA Bureau de renseignements agricoles
BSQ Bureau de la statistique du Québec

BVD Diarrhée virale bovine

CA Conseil d'administration
C.A. Certification d'autorisation
CAB Cercle d'amélioration du bétail

CAGP Centre d'amélioration génétique porcin

CAMBY Comité agro environnemental multipartite du Bassin de la Yamaska

CAP Contribution aux profits et à la productivité

CAPA Commission sur l'agriculture, les pêcheries et l'alimentation

CBVRA Comité de bassin versant du ruisseau des Aulnages CBVBM Comité du bassin versant de la Baie Missisquoi

CCA Canadian Cattleman Association
CCA Comité consultatif agricole
CCA Club-conseil en agroenvironnement
CCB Commission canadienne du blé

CCDA Conseil canadien de la distribution alimentaire

CCFDRM Comité condition féminine en développement régional Montérégie CCGAL Comité canadien de gestion des approvisionnements laitiers

CCGEA Conseil canadien de gestion d'entreprise agricole

CCH Conseil canadien de l'horticulture
CCIL Centre canadien d'information laitière
CCL Commission canadienne du lait

CCP Conseil canadien du porc

CCQ Conseil de la coopération du Québec

CCQ Code civil du Québec

CCTOV Conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volailles

CCU Comité consultatif d'urbanisation CDA Centre de développement d'agrobiologie

CDAQ Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec CDBM Conseil du développement bio alimentaire de la Montérégie

CDBQ Centre de la diversité biologique du Québec

CDMV Centre de distribution des médicaments vétérinaires du Québec inc.

CDPQ Centre de développement du porc du Québec

CE Conseil exécutif

CEA Centre d'emploi agricole

CEAQ Collectif pour l'établissement en agriculture au Québec

CEC Capacité d'échange cationique

CECI Centre canadien d'étude et de coopération internationale

CEGEP Collège d'enseignement général et professionnel CÉPOQ Centre d'expertise en production ovine du Québec

Colloque 2007

CEROM Centre de recherche sur les céréales oléagineux maïs

CET Club d'encadrement technique
CFA Capital financière agricole
CFQ Coopérative fédérée de Québec
CGEM Centre gestion exportation Montérégie

CIAFT Conseil intervention accès des femmes au travail
CIAQ Centre d'insémination artificielle du Québec

CIDD Comité interministériel sur le développement durable

CIERE Comité interministériel sur l'éducation relative à l'environnement

CIFQ Conseil de l'industrie forestière du Québec CILQ Conseil de l'industrie laitière du Québec

CINTECH-AA Centre d'innovation technologique agroalimentaire

CIPQ Centre d'insémination porcine du Québec

CLD Centre local de développement

CLE Centre local d'emploi

CLSC Centre local des services communautaires

CMM Comité de mise en marché ou Communauté métropolitaine de Montréal

CMQ Communauté métropolitaine de Québec

CN Comité de négociation

CNPA Conseil national des produits agricoles

CNPEPT Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques

CNT Commission des normes du travail

COFFRE Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi

COGEBY Conseil de gestion du bassin de la Yamaska

COGECA Comité général pour la coopération agricole à l'Union européenne

COMM Service des communications

COPA Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne

CORPAQ Conseil des recherches en pêcherie et en agroalimentaire du Québec

COSE Comité sectoriel de main-d'œuvre de la production agricole

COVABAR Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu

CP-12 Code permanent (fichier d'enregistrement du MAPAQ)
CPAQ Conseil de promotion de l'agroalimentaire québécois

CPIAAQ Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec inc.

CPMT Commission des partenaires du marché du travail

CPTAQ Commission de protection du territoire agricole du Québec

CQH Conseil québécois de l'horticulture

CQIASA Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale

CQVB Centre québécois de valorisation des biotechnologies

CRAAQ Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec

CRAE Centre régional en agroenvironnement

CRDA Centre de recherche et de développement sur les aliments

CRÉ Conférence régionale des élus

CRÉA Centre régional d'établissement en agriculture

CREAQ Comité de références économiques en agriculture du Québec CRECO Centre de recherche de l'Est sur les céréales et oléagineux CREM Conseil régional de l'environnement de la Montérégie

CRES Comité régional d'économie sociale

CRFA Collectif régional de formation en agriculture

CRH Centre de recherche en horticulture
CRHC Centre de ressources humaines Canada

CRHC-É Centre de ressources humaines Canada pour étudiants
CRIFA Centre régional d'initiatives et de formation en agriculture

Colloque 2007

CRIQ Centre de recherche industrielle du Québec

CRL Conseil régional des loisirs

CRMT Conseil régional des partenaires du marché du travail CRTC Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications

CSA Centre des services agricoles (MAPAQ) et Cadre stratégique agricole (fédéral)

CSD Centrale des syndicats démocratiques

CSDIL Comité stratégique de développement de l'industrie laitière

CSN Confédération des syndicats nationaux CSQ Centrale des syndicats du Québec

CSRA Compte de stabilisation du revenu agricole
CSRN Compte de stabilisation du revenu net

CSST Commission de la santé et de la sécurité du travail

CT Contingents tarifaires

CTAC Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation

CUMA Coopérative d'utilisation de matériel agricole CUMO Coopérative d'utilisation de main-d'œuvre

CVC Conseil des viandes du Canada

DC Direction de la commercialisation
DEC Diplôme d'études professionnelles
DEP Diplôme d'études professionnelles

DEQ Agence de développement économique des régions du Québec

DES Diplôme d'études secondaires
DFA Direction finances et administration
DFT Direction finances et technologies

DG Direction générale (UPA)

DGRH Développement et gestion des ressources humaines

DO Développement de l'organisation

DOR Document portant sur les objets de la révision des schémas d'aménagement

DREPA Direction recherche et politiques agricoles
DRHC Développement des ressources humaines Canada

DVS Direction vie syndicale

EQ Emploi Québec

ESB Encéphalopathie spongiforme bovine ESP Équivalent subvention à la production

FABQ Fédération d'agriculture biologique du Québec

FAC Financement agricole Canada
FADQ Financière agricole du Québec
FAE Fonds d'aide à l'entreprise
FAF Fonds agroalimentaire et forestier

FAO Food and agriculture organization (Organisation des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture)

FAPAQ Société de la faune et des parcs du Québec FAQ Fédération des agricultrices du Québec FAQ Fédération des apiculteurs du Québec FCA Fédération canadienne de l'agriculture

FCADR Fonds canadien d'adaptation et de développement rural

FDP Fonds de défense professionnelle

FÉGGQ Fédération des éleveurs de grands gibiers du Québec FFPH Fonds de formation professionnelle en horticulture

FFQ Fédération des femmes du Québec

Colloque 2007

FFQ Fondation de la faune du Québec FFT Fondation de la famille terrienne

FGCAQ Fédération des groupes conseils agricoles du Québec

FTBA Fonds d'investissement bio alimentaire

FIHOQ Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec

FIPA Fédération internationale des producteurs agricoles

FIR Fonds d'interventions régionales FMI Fonds monétaire international

FNSEA Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (France)
FPAMQ Fédération des producteurs d'agneaux et moutons du Québec

FPAQ Fédération des producteurs aéricoles du Québec
FPBQ Fédération des producteurs de bois du Québec
FPBQ Fédération des producteurs de bovins du Québec

FPCCQ Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec

FPJQ Fédération professionnelle des journalistes du Québec
FPLQ Fédération des producteurs de lait du Québec
FPMQ Fédération des producteurs maraîchers du Québec

FPOCQ Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec

FPPQ Fédération des producteurs de pommes du Québec FPPQ Fédération des producteurs de porcs du Québec

FPPTQ Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec

FPVQ Fédération des producteurs de volailles du Québec

FQF Fédération québécoise de la faune FQM Fédération québécoise des municipalités

FQPFLT Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation

FRAQ Fédération de la relève agricole du Québec

FRD Fonds régional de développement

FRONT Femmes regroupées en options non traditionnelles FTFQ Fédération des travailleurs forestiers du Québec

GATIQ Groupe action pour l'avancement technologique région Québec

GATT (OMC) General agreement on tarifs and trade (accord général sur les turifs douaniers et le commerce)

GCA Groupes conseils agricoles

GCNCA Groupe consultatif sur les négociations commerciales

GÉAGRI Gestion et économie agricoles

GEEA Gestion et exploitation d'entreprise agricole (DEC du Cégep)

GES Gaz à effet de serre

GO5 Les 5 productions sous gestion de l'offre (œué consommetton incubation poulet, dindon et lait)

GPS Global positionning system (géopositionnement par satellite)

GQFL Gestion qualité fruits et légumes

GREA Groupe de recherche en environnement agricole

GREPA Groupe de recherche en économie et politique agricoles (Université Laval)

GRH Gestion des ressources humaines

GRIP Groupe de recherche interdisciplinaire et de prospectives

HACCP Hazard analysis critical control point (analyse des risques et maîtrise des

points critiques = ARMPC)

ICEA Institut canadien d'éducation des adultes

ICIAInstitut de certification de l'innocuité des alimentsICSTAInstitut canadien de science et technologie alimentaireINCOBECSyndicat des producteurs d'œufs d'incubation du Québec

Colloque 2007

IPA Indice des prix des aliments
IPC Indice des prix à la consommation

IPEA Indice des prix des entrées dans l'agriculture

IPG Indice de potentiel génétique IPI Indice des prix de l'industrie

IQDHO Institut québécois du développement de l'horticulture ornementale

IQRHH Institut québécois des ressources humaines en horticulture

IRDA Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.

ISO International Standard Organization
ISQ Institut de la statistique du Québec
ITA Institut de technologie agroalimentaire

KAP Keystone agricultural producers (Manitoba)

LAU Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

LFM Loi sur la fiscalité municipale

LMM Loi sur la mise en marché des produits agricoles
LMMEA Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole
LPTAA Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

LQE Loi sur la qualité de l'environnement

MAECI Ministère des Affaires extérieures et du commerce international

MAMR Ministère des Affaires municipales et des régions

MAPAQ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MDDEP Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDERR Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche

MELSQ Ministère de l'Éducation, des loisirs et du sport du Québec

MESS Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

MGS Mesure globale de soutien

MICST Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

MNQ Mouvement national des québécoises et des québécois

MRC Municipalité régionale de comté

MRCI Ministère des relations avec les citoyens et l'immigration

MRF Matière résiduelle fertilisante

MRI Ministère des Relations internationales
MRN Ministère des Ressources naturelles
MSP Mesures sanitaires et phytosanitaires
MSS Ministère de la Santé et des Services sociaux

MTQ Ministère des Transports du Québec

NIM Numéro d'enregistrement ministériel (MAPAQ)

NPD Nouveau parti démocratique du Canada

OAQ Ordre des agronomes du Québec

OCCO Office canadien de commercialisation du dindon OCCO Office canadien sur la commercialisation des œufs

OCCOIPC Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet à chair

OCDE Organisation de coopération et de développement économique

OFA Ontario Federation of Agriculture
OFQJ Office franco-québécois pour la jeunesse

OG Orientations gouvernementales

OGBV Organismes de gestion de bassin versant

OGF Organisme de gestion des fumiers **OGM** Organismes génétiquement modifiés OGS Organismes de gestion des surplus OMC Organisation mondiale du commerce **OMS** Organisation mondiale de la santé **ONG** Organismes non gouvernementaux ONU Organisation des Nations Unies OPPFO

Office des producteurs de plants forestiers du Québec OPTIO Office des producteurs de tabac jaune du Québec ORD

Organe de règlement des différends

PAA Programme d'accompagnement agro-environnemental PAAGF

Programme d'aide pour l'amélioration de la gestion des fumiers **PAEF**

Plan agro-environnemental de fertilisation PAIA

Programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement (Prime Vert) **PAMT**

Politique active du marché du travail PAR Programme d'autogestion du risque PASA

Programme d'amélioration de la salubrité des aliments (voir HACCP) **PASAF** Programme d'assurance de la salubrité des aliments à la ferme (volailles) **PATBO**

Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec PATLO Programme d'analyse des troupeaux laitiers du Québec PC

Parti conservateur

PCSRA Programme canadien de stabilisation du revenu agricole **PCVC**

Programme de couverture végétale du Canada PEG Programme d'évaluation génétique des porcs PEPC Programme d'évaluation des porcs commerciaux PIB

Produit intérieur brut PLC Parti libéral du Canada PLC Producteur laitier du Canada **PLO** Parti libéral du Québec PNB Produit national brut **PNGA**

Programme national de gestion agricole **PNGTS** Portland Natural Gas Transportation System POE

Programme optionnel d'exportation **PPC** Producteurs de poulets du Canada

PPFI Programme de partage des frais pour l'investissement PPIA Programme de planification d'initiatives agricoles **PPM**

Parties par million PQ Parti Québécois

PSAR Projet de schéma d'aménagement révisé **PSFA** Plan de soutien en formation agricole **PSRI**

Programme de stabilisation du revenu imposable **PVSP**

Programme vétérinaire de santé porcine

RAD Réseau d'avertissement phytosanitaire RAMO Régie de l'assurance-maladie du Québec RCL Règlement de contrôle intérimaire R&D

Recherche et développement REA

Règlement sur les exploitations agricoles RESAM Regroupement des sociétés d'aménagement forestier

RFA Répondant en formation agricole

RMAAO Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Colloque 2007

ROBVQ Regroupement des organisations de bassins versants au Québec

RPA Regroupement des producteurs agricoles
RPIB Regroupement pour l'industrie du beurre

RQDDCA Regroupement québécois pour le développement et la diffusion des

connaissances en agroalimentaire

RRSSS Régie régionale de la santé et des services sociaux

RUPAC Représentant de l'UPA au chantier

SAAQ Société de l'assurance automobile du Québec

SADC Société d'aide au développement des collectivités (fédéral)
SAGIT Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur

SATE Service d'aide aux jeunes entrepreneurs

SANOQ Syndicat des apiculteurs du Nord-Ouest du Québec

SAR Schéma d'aménagement révisé SCA Société du crédit agricole

SCF Service de comptabilité et fiscalité (UPA)
SCGM Société en commandite Gaz Métropolitain
SCIR Service canadien d'information rurale
SCVQ Système centralisé de vente de quota
SDI Société de développement industriel

SEPAO Société des établissements de plein air du Québec

SEPQ Société des éleveurs de porcs du Québec

SESAME Services des échanges et des stages agricoles dans le monde

SGE Système de gestion environnemental SGF Société générale de financement

SLV2000 St-Laurent Vision 2000

SMOP Service de main-d'œuvre et prévention

SOS - Salaire de l'ouvrier spécialisé

SPAAQ Syndicat professionnel de l'Association des aquaculteurs du Québec

SPBQ Syndicat des producteurs de bleuets du Québec SPCQ Syndicat des producteurs de chèvres du Québec SPLQ Syndicat des producteurs de lapins du Québec

SPOIQ Syndicat des producteurs d'œufs d'incubation du Québec (Incobec)

SPSQ Syndicat des producteurs en serre du Québec

SR Sécurité du revenu

SRRP Syndrome reproducteur et respiratoire porcin

STATCAN Statistique Canada

STI Services des technologies de l'information

SVSDR Service de la vie syndicale et du développement régional (UPA)

TAQ Tribunal administratif du Québec TCA Table de concertation agroalimentaire

TCPL Trans-Canada Pipeline
TCN Terre de chez nous

TPHE Technique de la production horticole de l'environnement

TQM Trans-Québec Maritimes

UA Unités animales
UE Union européenne

UMQ Union des municipalités du Québec

UP Union paysanne

UPA Union des producteurs agricoles

Colloque 2007

UPA DI UPA - développement international

UQB Union québécoise du bison

UQCN Union québécoise de conservation de la nature

USDA

United State department of agriculture (Département de l'Agriculture des Etats-Unis)

UTP Unité travail personne

ZAL Zone d'activité limitée

ZEC Zone d'exploitation contrôlée
ZIP Zone d'intervention prioritaire

ZLEA Zone de libre-échange des Amériques

Union des Producteurs Agricoles (CONFÉDÉRATION UPA)

555, boul. Roland-Therrien, Bureau 100 Longueuil (Québec),

J4H 3Y9

Téléphone: (450) 679-0530 Télécopieur : (450) 679-5436 Site Internet: www.laterre.qc.ca

Journal La Terre de chez nous (Provincial):

Monsieur Loïc Hamon (rédacteur en chef) Monsieur Daniel Boulanger (directeur général) 555, boul Roland-Therrien, Bureau 100 Longueuil (Québec), J4H 3Y9 Téléphone rédaction: (450) 679-8483

Télécopieur: (450) 670-4788 Courriel: tcn@laterre.ca

Site Internet: www.laterre.qc.ca

Fédération UPA ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Madame Nicole Langlais (directrice régionale) 970, avenue Larivière Rouyn-Noranda (Québec)

J9X 4K5

Téléphone: (819) 762-0833 Télécopieur : (819) 762-0575

Courriel: abitibi-temiscamingue@upa.qc.ca Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA BAS ST-LAURENT

Monsieur Gaston Pépin (directeur régional)

284, rue Potvin Rimouski (Québec)

G5L 7P5

Téléphone: (418) 723-2424 Télécopieur: (418) 723-6045

Courriel: bas-saint-laurent@upa.qc.ca

Courriel: gpepin@upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA BEAUCE

Monsieur Denis Lacasse (directeur régional)

2550, 127e Rue

Saint-Georges-de-Beauce (Québec)

G5Y 5L1

Téléphone : (418) 228-5588 Télécopieur : (418) 228-3943 Courriel : beauce@upa.gc.ca

Site Internet régional: www.upabeauce.qc.ca
Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA CÔTE-DU-SUD

Madame Johanne Laplante (directrice régionale)

1120, 6e Avenue,

Bureau 100

La Pocatière (Québec)

G0R 1Z0

Téléphone : (418) 856-3044 Télécopieur : (418) 856-5199 Courriel : <u>cote-du-sud@upa.gc.ca</u>

Courriel directrice régionale: johannelaplante@upa.qc.ca Site Internet régional: www.cote-du-sud.upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.gc.ca

Fédération UPA de l' ESTRIE

Madame Diane Lacroix (directrice régionale)

4300, boul. Bourque Rock Forest (Québec)

11N 2A6

Téléphone : (819) 346-8905 Télécopieur : (819) 346-2533 Courriel : estrie@upa.gc.ca

Courriel directrice régionale : dlacroix@upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.gc.ca

Fédération UPA GASPÉSIE-LES-ÎLES

Monsieur Charles-Edouard Landry (directeur régional)

172, boul. Perron Est New-Richmond (Québec)

G0C 2B0

Téléphone : (418) 392-4466 Télécopieur : (418) 392-4862 Courriel : gaspesie-íles@upa.qc.ca

Courriel directeur régional : <u>celandry@upa.qc.ca</u>
Site Internet régional : <u>www.gaspesielesiles.upa.qc.ca</u>

Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA LANAUDIÈRE

Monsieur Gilbert Nicole (directeur régional)

110, rue Beaudry Nord Joliette (Québec), J6E 6A5

Téléphone: (450) 753-7486 - (450) 753-7487

Télécopieur : (450) 759-7610

Courriel directeur régional : gnicole@upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA LÉVIS BELLECHASSE/RIVE NORD/LOTBINIÈRE MÉGANTIC

Monsieur Pierre-Nicolas Girard (directeur régional) Monsieur Jean-Roch Turcotte (directeur régional)

5185, rue Rideau Québec (Québec)

G2E 5S2

Téléphone : (418) 872-0770 Télécopieur : (418) 872-3386

Courriel directeur régional : pngirard@upa.ca.ca
Courriel directeur régional : jrturcotte@upa.qc.ca
Courriel bureau : fedupa.lb-rn-lm@upa.qc.ca
Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA MAURICIE

Monsieur Denis Houle (directeur régional)

230, rue Vachon

Trois-Rivières (Québec)

G8T8Y2

Téléphone : (819) 378-4033 Télécopieur : (819) 371-2712 Courriel : <u>mauricie@upa.qc.ca</u>

Courriel directeur régional : dhoule@upa.qc.ca Site Internet régional: www.mauricie.upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA CENTRE-DU-QUÉBEC

Monsieur Jean-Pierre Bélisle (directeur régional) 1940, rue des Pins

Nicolet (Québec)

I3T 1Z9

Téléphone: (819) 293-5838

Télécopieur : (819) 293-6698 télécopieur impôt : (819) 293-5377

Courriel: centre-du-quebec@upa.qc.ca

Courriel directeur général : jpbelisle@upa.qc.ca

Site Internet régional: www.centre-du-quebec.upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA OUTAOUAIS-LAURENTIDES

Monsieur René Ledoux (directeur régional)

55, rue Grignon

Saint-Eustache (Québec), J7P 4X1

Téléphone : (450) 472-0440 Télécopieur : (450) 472-8386 Courriel : mlajoie@upa.qc.ca

Courriel directeur régional : rledoux@upa.qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN

Monsieur Denis Tremblay (directeur régional)

3635, rue Panet

Jonquière (Québec), G7X 8T7 Téléphone : (418) 542-5666 Télécopieur : (418) 542-3011

Courriel directeur régional: denistremblay@upa,qc.ca

Site Internet provincial: www.upa.gc.ca

Fédération UPA SAINT-HYACINTHE

Monsieur Michel Saucier (directeur régional)

3800, boul. Casavant Ouest

Saint-Hyacinthe (Québec), J2S 8E3

Téléphone : (450) 774-9154 Télécopieur : (450) 778-3797 Courriel : st-hyacinthe@upa.qc.ca

Courriel directeur régional : msaucier@upa.qc.ca Site Internet : www.st-hyacinthe.upa.qc.ca Site Internet provincial: www.upa.qc.ca

Fédération UPA SAINT-JEAN/VALLEYFIELD

Monsieur Jean Hogue (directeur général)

6, rue du Moulin Saint-Rémi (Québec)

JOL 2L0

Téléphone : (450) 454-5115 Télécopieur : (450) 454-6918

Courriel: <u>st-jean-valleyfield@upa.qc.ca</u> Site Internet provincial: <u>www.upa.qc.ca</u>

Fédération des Agricultrices du Québec

Madame Carmen Ducharme, présidente 555, boul. Roland-Therrien, Bureau 100

Longueuil (Québec), J4H 3Y9

Téléphone: (450) 679-0530 poste 8469

Télécopieur: (450) 679-0139

Courriel: carmen.ducharme@sympatico.ca

Site Internet: www.upa.qc.ca

INFORMATIONS GLOBALES	CÔTE-DU-SUD
NOM DU JOURNAL	L'UPA et vous
RÉFÉRENCE	Johanne Laplante, d.g.
ADRESSE	1120, 6 ^e Avenu, Bureau 100 Lapocatière (Québec) G0R 1Z0
TÉLÉPHONE	(418) 856-3044
TÉLÉCOPIEUR	(418) 856-5199
COURRIEL	johannelaplante@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	1550 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Milieu du mois
CALENDRIER DE PARUTION	Mars, juin, septembre, décembre
FRÉQUENCE DE PARUTION	5 fois par année
TERRITOIRE	MRC Montmagny, L'Islet, Kamouraska, de Rivière-du-Loup à Berthier-sur-Mer
FÉDÉRATION	Côte-du-Sud
DISTRIBUTION	Courrier
ARIF DE PUBLICATION	Variable
COÛT DU JOURNAL	Gratuit pour les entreprises agricoles et certaines entreprises + 1 résumé du rapport annuel

INFORMATIONS GLOBALES	GASPÉSIE – ÎLE DE LA MADELEINE
NOM DU JOURNAL	Terroir Agricole
RÉFÉRENCE	Charles Edmond Landry, directeur régional Martine Robertson (responsable du journal)
ADRESSE	172, boul. Perron Est New-Richmond (Québec) J0C 2B0
TÉLÉPHONE	(418) 392-4466
TÉLÉCOPIEUR	(418) 392-4862
COURRIEL	celandry@upa.qc.ca gaspesie-iles@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	300 copies aux francophones et 50 copies aux anglophones
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	Variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	6 fois par année
TERRITOIRE	Gaspésie/Îles de la Madeleine
ÉDÉRATION	Gaspésie-les-Îles
DISTRIBUTION	Courrier
ARIF DE PUBLICATION	À discuter
COÛT DU JOURNAL	Gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	MONTÉRÉGIE
NOM DU JOURNAL	Le Richelleu Agricole
RÉFÉRENCE	Gilles Lévesque, rédacteur en chef
ADRESSE	84 A, rue Richelieu C.P. 460 Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6Z8
TÉLÉPHONE	(450) 347-0323
TÉLÉCOPIEUR	(450) 347-4539
COURRIEL	gilles.levesque@canadafrancais.com
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	10 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Avant dernier samedi du mois
CALENDRIER DE PARUTION	Avant dernier samedi du mois
FRÉQUENCE DE PARUTION	1 fois par mois
TERRITOIRE	Montérégie est et ouest
FÉDÉRATION	Saint-Hyacinthe et Saint-Jean/Valleyfield
DISTRIBUTION	Courrier, dépanneurs, fournisseurs agricoles
TARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
COÛT DU JOURNAL	Gratuit

Colioque 2007

INFORMATIONS GLOBALES	DISTRIBUTION PROVINCIALE
NOM DU JOURNAL	Le Bulletin des Agriculteurs
RÉFÉRENCE	Yvon Therien, rédacteur en chef
ADRESSE	1200, avenue McGill College Bureau 800 Montréal (Québec) H3B 4G7
TÉLÉPHONE	(514) 843-2511
TÉLÉCOPIEUR	(514) 843-2180
COURRIEL	yvon.therien@lebulletin.rogers.com
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	20 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	1 ^{ere} semaine du mois
CALENDRIER DE PARUTION	11 mois l'an
FRÉQUENCE DE PARUTION	Mensuel
TERRITOIRE	Québec et Canada francophones (800 abonnés en Ontario, Manitoba et Nouveau-Brunswick)
FÉDÉRATION	Indépendant
DISTRIBUTION	Courrier
TARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
COÛT DU JOURNAL	61,34\$ (1 an taxes incluses), 107,34\$ (2 ans taxes incluses), 138,00\$ (3 ans taxes incluses)

INFORMATIONS GLOBALES	ESTRIE
NOM DU JOURNAL	La Nouvelle Agricole
RÉFÉRENCE	Alain Roy, directeur régional intérimaire Serge Roy, directeur régional adjoint Julie Devost, communications
ADRESSE	4260, boul. Bourque Rock Forest (Québec) J1N 2A5
TÉLÉPHONE	(819) 820-3001
TÉLÉCOPIEUR	(819) 820-3942
COURRIEL	julie.devost@mapaq.gouv.qc.ca www.mapaq.gouv.qc.ca/estrie
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	57 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	mi-janvier, mi-mars, mi-mai, mi-septembre
CALENDRIER DE PARUTION	mi-février, mi-avril, mi- juin, mi-octobre
FRÉQUENCE DE PARUTION	4 fois par année
TERRITOIRE	Estrie et grand Sherbrooke
FÉDÉRATION	Estrie
DISTRIBUTION	Courrier, publisac, encart dans « La Nouvelle de Sherbrooke »
TARIF DE PUBLICATION	Si à l'extérieur de l'Estrie
COÛT DU JOURNAL	Gratuit pour les agriculteurs et la poste rurale

INFORMATIONS GLOBALES	MONTÉRÉGIE
NOM DU JOURNAL	
RÉFÉRENCE	Agri-Vallée Serge Leroux
ADRESSE	55, rue Jacques-Cartier Valleyfield (Québec) J6R 4R4
TÉLÉPHONE	(450) 371-7547
TÉLÉCOPIEUR	(450) 371-7254
COURRIEL	lerouxs@hebdos.net
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	25 325 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Jeudi de la semaine précédente
CALENDRIER DE PARUTION	Au milieu du mois
FRÉQUENCE DE PARUTION	Mensuel
TERRITOIRE	Montérégie Ouest
FÉDÉRATION	Saint-Jean/Valleyfield
DISTRIBUTION	Courrier, dépanneur
ARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
OÛT DU JOURNAL	Gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	LANAUDIÈRE
NOM DU JOURNAL	Le Journal Agricole
RÉFÉRENCE	Marianne Gagnon
ADRESSE	110, rue Beaudry Nord Joliette (Québec) J6E 6A5
TÉLÉPHONE	(450) 753-7486
TÉLÉCOPIEUR	(450) 759-7610
COURRIEL	Marianne.gagnon@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	4 500 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	3° semaine du mois
FRÉQUENCE DE PARUTION	Mensuel
TERRITOIRE	Lanaudière, Laval, Maskinongé
FÉDÉRATION	Lanaudière
DISTRIBUTION	Courrier, kiosque dans affaires agricoles
TARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
COÛT DU JOURNAL	Gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN
NOM DU JOURNAL	L'Agroalimentaire
RÉFÉRENCE	Ginette Allaire Guylaine Lavoie, coordonnatrice
ADRESSE	640, rue Côté Ouest Alma (Québec) G8B 7S8
TÉLÉPHONE	(418) 480-3300
TÉLÉCOPIEUR	(418) 480-3306
COURRIEL	tableagr@digicom.qc.ca à partir du 1 ^{er} main 2006 : info@tableagro.com
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	35 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	4 juin 2006, 5 novembre, (à suivre)
CALENDRIER DE PARUTION	variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	4 fois par année
TERRITOIRE	Saguenay - Lac Saint-Jean, Côte Nord
FÉDÉRATION	UPA Saguenay – Lac Saint-Jean
DISTRIBUTION	Inséré dans le journal Progrès-dimanche et par courrier
TARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
COÛT DU JOURNAL	2,13\$ (taxes incluses) dans le Progrès- Dimanche ; par courrier pour les agriculteurs, c'est gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	CENTRE-DU-QUÉBEC
NOM DU JOURNAL	Forum
RÉFÉRENCE	Annie Tardif, secrétaire de direction
ADRESSE	43, rue Notre-Dame Est Victoriaville (Québec) G6P 3Z4
TÉLÉPHONE	(819) 758-6211
TÉLÉCOPIEUR	(819) 758-1632
COURRIEL	tardifa@transcontinental.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	11 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable .
CALENDRIER DE PARUTION	Variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	8 fois par année
TERRITOIRE	Centre-du-Québec regroupant 5 MRC
FÉDÉRATION	Centre-du-Québec
DISTRIBUTION	Poste
TARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
COÛT DU JOURNAL	Gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	ESTRIE
NOM DU JOURNAL	
RÉFÉRENCE	Solidarité agricole Diane Lacroix, directrice régionale
ADRESSE	4300, boul. Bourque Sherbrooke (Québec) J1N 2A6
TÉLÉPHONE	(819) 346-8905
TÉLÉCOPIEUR	(819) 346-2533
COURRIEL	dlacroix@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	3 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	Variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	10 fois par année
TERRITOIRE	Estrie
FÉDÉRATION	Estrie
DISTRIBUTION	Courrier/2900 entreprises agricoles
ARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
OÛT DU JOURNAL	Gratuit

Collogue 2007

INFORMATIONS GLOBALES	PROVINCIAL
NOM DU JOURNAL	Le Coopérateur agricole
RÉFÉRENCE	Patrick Dupuis
ADRESSE	9001, boul de l'Acadie Bureau 200 Montréal (Québec) H4N 3H7
TÉLÉPHONE	(514) 384-6450
TÉLÉCOPIEUR	(514) 858-2025
COURRIEL	patrick.dupuis@lacoop.coop
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	22 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	Variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	10 fois par année
TERRITOIRE	Québec à 99% - Canada francophone
FÉDÉRATION	Coop.
DISTRIBUTION	Courrier et institutions agricoles
TARIF DE PUBLICATION	Selon fréquence et format
COÛT DU JOURNAL	1 an (17,25\$), 2 ans (30,00\$), 3 ans (40,00\$) taxes incluses

INFORMATIONS GLOBALES	MAURICIE
NOM DU JOURNAL	L'Uparicie
RÉFÉRENCE	Yvan Martin, directeur adjoint
ADRESSE	230, rue Vachon Trois-Rivières (Québec) G8T 8Y2
TÉLÉPHONE	(819) 378-4033
TÉLÉCOPIEUR	(819) 371-2712
COURRIEL	ymartin@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	1500 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	Variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	4 fois par année
ERRITOIRE	Environnement de Maskinongé, Sainte-Anne de la-Pérade, La Tuque
FÉDÉRATION	Mauricie
DISTRIBUTION	Courrier
ARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
OÛT DU JOURNAL	Gratuit

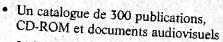
INFORMATIONS GLOBALES	BEAUCE
NOM DU JOURNAL	L'UPA actuel
RÉFÉRENCE	Rock Poulin
ADRESSE	2550, 127° Rue Saint-Georges Est Beauce (Québec) G5Y 5L1
TÉLÉPHONE	(418) 228-5588
TÉLÉCOPIEUR	(418) 228-3943
COURRIEL	beauce@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	3 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	Février, avril, juin, septembre, novembre
FRÉQUENCE DE PARUTION	5 fois par année
TERRITOIRE	Beauce
FÉDÉRATION	Beauce
DISTRIBUTION	Courrier
TARIF DE PUBLICATION	Selon la cotisation
COÛT DU JOURNAL .	Gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	OUTAQUAIS - LAURENTIDES
NOM DU JOURNAL	L'Éveil Agricole
RÉFÉRENCE	Christian Pontbriand (MAPAQ), coordonnateur
ADRESSE	617, boul. Curé Labelle Bureau 100 Blainville (Québec) J7C 2J1
TÉLÉPHONE	(450) 971-5110
TÉLÉCOPIEUR	(450) 971-5069
COURRIEL	christian.pontbriand@mapaq.gouv.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	4500 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	2 ^e semaine du mois
CALENDRIER DE PARUTION	Mars, mai, août, octobre, décembre
RÉQUENCE DE PARUTION	5 fois par année
TERRITOIRE .	Outaouais, Laurentides, Laval
ÉDÉRATION	Outaouais, Laurentides, Laval
DISTRIBUTION	Courrier directement livré chez le producteur + 200 intervenants dans l'agriculture
ARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
OÛT DU JOURNAL	Gratuit

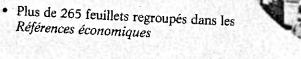
INFORMATIONS GLOBALES	BAS SAINT-LAURENT
NOM DU JOURNAL	Vision Terre et Forêts
RÉFÉRENCE	Alexandre D'Astous, journaliste
ADRESSE	217, avenue Léonidas (adresse du journal) C.P. 3217 Succursale A Rimouski (Québec) G5L 9G6
TÉLÉPHONE	Journal :(418) 721-1222 (poste 1402)
TÉLÉCOPIEUR	Journal : (418) 722-4078
COURRIEL	redaction.rimouski@hebdosquebecor.com
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	6 000 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	1 ^{ère} ou 2 ^e semaine du mois
CALENDRIER DE PARUTION	Mercredi
FRÉQUENCE DE PARUTION	12 fois par année
TERRITOIRE	Bas Saint-Laurent, Gaspésie, une partie de Côte-du-Sud
FÉDÉRATION	Bas Saint-Laurent
DISTRIBUTION	Courrier
TARIF DE PUBLICATION	Selon format et fréquence
COÛT DU JOURNAL	Gratuit

INFORMATIONS GLOBALES	ABITIBI - TÉMISCAMINGUE
NOM DU JOURNAL	UPA à la Page
RÉFÉRENCE	Martine Delage, responsable du journal
ADRESSE	970, avenue Larivière Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4K5
TÉLÉPHONE	(819) 762-0833
TÉLÉCOPIEUR	(819) 762-0575
COURRIEL	abitibi-temiscamingue@upa.qc.ca
MISSION	Informer les producteurs et les productrices agricoles et le milieu des affaires agricoles
LECTORAT	Familles agricoles et milieu des affaires agricoles
TIRAGE	900 copies
CALENDRIER DES DATES DE TOMBÉE	Variable
CALENDRIER DE PARUTION	Variable
FRÉQUENCE DE PARUTION	8 fois par année
TERRITOIRE	Région Rouyn-Noranda, Abitibi- Témiscamingue
FÉDÉRATION	Abitibi-Témiscamingue
DISTRIBUTION	Courrier et courriel.
TARIF DE PUBLICATION	À l'occasion pour certains organismes partenaires et médias
COÛT DU JOURNAL	Gratuit

ous recherchez de l'information dans un secteur particulier de l'agriculture (grands gibiers, production caprine, oie, canard, faisan, production de petits fruits et plusieurs autres) ou désirez approfondir vos connaissances sur des sujets en lien avec l'actualité agroalimentaire? Le CRAAQ vous offre:



- 24 banques d'information spécialisées sur Agri-Réseau avec 6 000 documents en ligne
- Références économiques



Ayez accès à un réseau d'experts...

Le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ), c'est plus de 680 membres experts réunis au sein de 40 comités et commissions touchant à autant de domaines d'expertise et d'intervention.

Grâce à une approche unique de concertation, les membres experts mettent en commun leur savoir, partagent les problématiques et identifient des solutions qui tiennent compte des impératifs et des préoccupations de chacun, et ce, dans le but de diffuser une

information de pointe. Ces rencontres se traduisent par la production et l'organisation de plus de 40 publications et colloques chaque année.



Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Quéhec

Pour plus d'information, contactez-nous ! Visitez notre site au www.craaq.qc.ca ou communiquez avec notre service à la clientèle au (418) 523-5411 ou 1 888 535-2537 2875, boul. Laurier, 9e étage, Québec (Québec) G1V 2M2









Cultive

une école à dimension humaine

Environ 500 élèves étudient dans chacun des campus de l'ITA, à Saint-Hyacinthe et à La Pocatière.



Une foule d'activités parascolaires, socioculturelles, environnementales et communautaires. Aux activités sportives intramurales s'ajoutent des sports de compétition, notamment la course et l'aviron avec les clubs sportifs d'élite au campus de Saint-Hyacinthe et le football collégial AA avec l'équipe Les Monadnocks au campus de La Pocatière.

UNE OUVERTURE SUR LE MONDE

Appui aux élèves qui manifestent le désir de réaliser des stages à l'étranger dans le cadre de leur programme d'études.

LA RECONNAISSANCE

L'ITA souligne et encourage l'effort, l'implication et l'excellence de ses élèves notamment en remettant des prix en argent à l'occasion de galas de l'excellence, grâce à la générosité de nombreux partenaires de l'industrie agroalimentaire.

UNE GRANDE PRÉOCCUPATION POUR LA RÉUSSITE DE L'ÉLÈVE

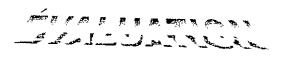
Programmes de soutien et d'encadrement aux étudiants éprouvant des difficultés dans leur cheminement scolaire et personnel.



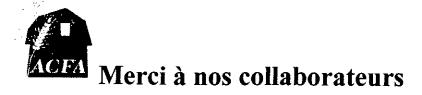
www.ita.gc.ca

Institut de technologie agroalimentaire

Québec 🗃 🗃



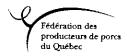
-	t. L'information contenue dans ce colloque est-elle nouvelle pour vous ? Un peu Moyen Beaucoup
2	2. L'information contenue dans ce colloque répond-elle à un besoin dans votre région? Un peu [] Moyen [] Beaucoup []
3	ce colloque a-t-il répondu à vos attentes ? Un peu [] Moyen [] Beaucoup []
4	. Étes-vous intéressé à vous joindre à une formation sur le « plancher des vaches »? Oui Non Non
5	Dans quelle mesure cette formation pourrait-elle être efficace dans votre région?
6.	Quel est votre degré de satisfaction sur les points suivants ? a) La documentation reçue Un peu Moyen Beaucoup b) Le déroulement du colloque Un peu Moyen Beaucoup c) L'horaire de la rencontre Un peu Moyen Beaucoup d) Les conférenciers Un peu Moyen Beaucoup Un peu Moyen Beaucoup
<i>7</i> .	Seriez-vous intéresser à participer à un autre colloque en santé agricole? Oui Non Si oui.: Votre nom: Courriel: Téléphone:()
8.	Quels sujets aimeriez-vous voir traités au cours d'un prochain colloque en santé rurale?
9.	Comment avez-vous pris connaissance de la tenue de ce colloque? Par le réseau par Internet par courrier Autre
10.	Suggestions et autres commentaires :
	Merci beaucoup, votre collaboration est très appréciée



Santé et Services sociaux
Québec E3 E3

Agriculture, Pécheries et Alimentation 監証























Comité organisateur

Monsieur Claude Barnabé, président d' Au Cœur des Familles Agricoles
Madame Claire Milette, Ministère de la Santé et des Services Sociaux
Monsieur Claude Corbeil, président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec
Madame Micheline Beaudry Bruneau, Administratrice Au Cœur des Familles Agricoles
Monsieur Yvon Pesant, Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'alimentation Saint-Hyacinthe
Madame Mélissa Dumont, Conseil Canadien de la Gestion d'entreprise agricole
Monsieur Pierre Désourdy, administrateur Au Cœur des Familles Agricoles
Monsieur Sylvain Michon, administrateur Au Cœur des Familles Agricoles
Madame Lise McDuff, secrétaire; Madame Hélène Labelle, secrétaire
Madame Madelaine Houde, vice-présidente Au Cœur des Familles Agricoles
Madame Maria Labrecque Duchesneau, directrice générale Au Cœur des Familles Agricoles.

Merci de croire à l'agriculture et à un agriculteur durable